



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL

QUÉBEC, LE JEUDI 9 SEPTEMBRE 1999

www.lesoleil.com

RÉAMÉNAGEMENTS À EMPLOI QUÉBEC

## L'aide aux pauvres menacée

### Le réseau communautaire risque de perdre 200 bénévoles

ALAIN BOUCHARD  
*Le Soleil*

■ QUÉBEC—«Les œuvres communautaires sont en danger. Le gouvernement n'aura pas seulement les syndiqués sur les bras, cet automne. Il aura aussi les pauvres!»

Le cri d'alarme vient de Yolande Vallières, de la Maison Revivre. Mais il est aussi celui de l'Armée du Salut, de Moisson-Québec, de L'Auberivière, du Pignon Bleu, de la Maison Dauphine, de l'Archipel d'entraide, du Centre de l'Amitié et de plusieurs autres refuges et organismes de secours des pauvres de Québec.

À compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, ce réseau communautaire risque de perdre au moins 200 travailleurs bénévoles d'un seul coup, en raison des réalignements de programmes d'Emploi Québec. «Ce qui équivaut pratiquement à scraper

les bonnes œuvres!» lance Yolande Vallières au SOLEIL.

Il s'agit d'assistés sociaux qui effectuent ce bénévolat en retour d'une «récompense» mensuelle de 105\$ obtenue en vertu du

**Il s'agit d'assistés sociaux  
qui reçoivent un supplément de  
105\$ par mois du programme  
d'insertion sociale**

programme d'insertion sociale du gouvernement provincial. Mais qui cesseront d'y être admissibles à compter d'octobre. Ils devront changer d'occupation pour continuer d'empocher cet argent.

Ces 105\$ font toute la différence pour les œuvres communautaires.

Voir AIDE en A 2 >

## Vivement les vacances!



René Angelil: «Je ne serais jamais passé à travers (la maladie) sans Céline.»

### Le couple Dion-Angelil a apprécié la pause forcée, malgré la maladie

LAURA-JULIE PERREAU  
*Le Soleil*

MONTRÉAL—Céline Dion et René Angelil ont trouvé une partie de bonheur dans le malheur du cancer qui s'est attaqué à ce dernier: se retrouver en tête à tête. Reposés, le sourire aux lèvres, leurs yeux criaient «vivement les vacances en janvier» hier après-midi lors de leur première rencontre avec les médias depuis l'annonce de la maladie de René Angelil en mars.

«Les deux mois que nous avons passés ensemble ont été extraordinaires», ont-ils presque chanté en chœur.

«C'est la première fois que nous avons la chance de parler de sentiments. J'ai découvert d'autres côtés de René», s'est exclamée Céline. «Avant, je pensais que c'était parfait, mais maintenant c'est encore mieux», jubilait la jeune épouse, toute de rose vêtue pour la rencontre de presse.

Son époux et gérant lui a renvoyé la balle du romantisme. «Je ne serais jamais passé à travers (la maladie) sans Céline. Elle m'a accompagné partout. Elle est venue avec moi à tous les traitements», a précisé René Angelil, la

«Avant je pensais que c'était parfait. Mais c'est encore mieux»

Voir CÉLINE en A 2 >

AUTRE TEXTE

□ Une sortie remarquable Page C 3

## Les dernières recherches



Quatre plongeurs de la GRC ont entrepris, hier, des recherches dans le lac Kokanee, en Colombie-Britannique, pour retrouver le corps de Michel Trudeau, emporté par une avalanche en novembre dernier. Ils ont décrit l'endroit comme un plan d'eau clair comme du cristal. Personne ne sait exactement jusqu'où le corps a été poussé dans le lac, long d'un kilomètre, large de 500 mètres et d'une profondeur de 100 mètres en son centre. Ils se donnent jusqu'à demain pour le repérer.

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC

## Un premier coup de semonce

GILBERT LEDUC  
*Le Soleil*

**Des débrayages prévus  
pour les  
25, 26 et 27 octobre**

QUÉBEC—Le «grand dérangement» automnal dans les services publics se précise. Un premier coup de semonce retentira, les 25, 26 et 27 octobre, alors que chacune des centrales syndicales, la CEQ, la CSN et la FTQ, débrayera pour une période de 48 heures — le

point culminant étant le 26 octobre alors que l'ensemble de 315.000 syndiqués du Front commun descendront dans la rue.

Si la pression sur le gouvernement de Lucien Bouchard n'est pas suffisante pour en arriver à la conclusion d'ententes pour le renouvellement des conventions collectives, le Front commun annonce le déclenchement, au plus tard le 18 novembre, d'une grève générale illimitée.

Voir COUP en A 2 >

## Une Jetta, et puis un Cherokee

### Après Baie-Saint-Paul, la terreur des concessionnaires frappe à Tracy

CLAUDE VAILLANCOURT  
*Le Soleil*

QUÉBEC — Une belle Jetta 2000 contre un Grand Cherokee Limited: Richard Dufour a encore réussi, hier midi, à bernier un concessionnaire d'automobiles.

Le fraudeur et habile manipulateur, qui en est à son 33<sup>e</sup> ou 34<sup>e</sup> subterfuge — le décompte est difficile à faire — ne manque toujours pas d'audace et a pu abandonner, hier midi, chez un marchand de voitures d'occasion à Sorel, la Jetta 2000 qu'il avait subtilisée, contre une Sunfire 97, acquise de la même façon, au garagiste Réal Bouchard, de Baie-Saint-Paul.

Cette fois-ci, le récidiviste a sévi dans la région de Sorel, arnaquant une voiture d'environ 26 000\$ à un représentant du garage Automobiles André Guy. Il s'est présenté sous le nom de Michel Tremblay, soi-disant retraité du Lac-Saint-Jean et désireux d'offrir un beau cadeau à sa fille.

Après avoir donné au marchand un

Voir JETTA en A 2 >

LA FRÎTE, LE "LÉGUME" FAVORI DES ADOS AMÉRICAINS...



LA MÉTÉO

Maximum 24,  
minimum 15

Dégagement partiel le matin. Demain, 60% de probabilités d'averses. Détails page C 2



QUÉBEC,  
103<sup>e</sup> ANNÉE, N° 245  
FLORIDE, 1.75 \$ US  
MONTRÉAL,  
OTTAWA 70¢ PLUS  
TAXES  
60¢ PLUS  
TAXES



## AIDE

### Un combat mouvementé

Suite de la Une

Pour un adulte qui touche la prestation d'aide sociale de base de 490 \$ par mois, un surplus de 105 \$ augmente son chèque de plus de 20 %. Ce qui est souvent suffisant pour qu'il accepte de faire du bénévolat parfois jusqu'à cinq jours par semaine, lorsqu'en plus de l'argent, il retrouve une certaine dignité reliée à son appartenance à un nouveau milieu de vie.

«Ce sont les démunis et les organismes d'aide qui font les frais des promesses en l'air du premier ministre Bouchard», s'indigne Diane Morin, coordonnatrice de la table de concertation sur l'itinérance de la région de Québec.

#### CRISE PROVINCIALE

Le groupe concerné affûte fébrilement les armes d'un combat qui s'annonce mouvementé. La table de concertation se réunit le 14 septembre à ce sujet. Et le lendemain soir, il y aura grande réunion de stratégie des pauvres, au sous-sol de l'église Saint-Roch.

«Je vais descendre sur le trottoir avec ma chaise s'il le faut», prévient Yolande Vallières. Revivre ne demande pas une «cenne» de subvention au gouvernement. Mais il ne viendra pas me couper mes bénévoles par-dessus le marché.

C'est l'Armée du Salut qui sera la plus touchée par la nouvelle coupure. Dans une lettre de désarroi qu'elle vient tout juste d'expédier à la ministre Diane Lemieux, cette organisation affirme qu'elle risque de perdre pas moins de 80 bénévoles dans l'opération.

S'il n'y a pas volte-face de M<sup>me</sup> Lemieux, «nous nous verrons dans l'obligation de fermer plusieurs de nos services communautaires dans la région de Québec», lui écrit le directeur de l'Armée du Salut à Québec, Claude Duquette.

«Nous vous implorons de considérer très sérieusement d'intervenir de toute urgence, car présentement, notre personnel rémunéré doit avaler les bouchées doubles, la qualité de nos services diminue et l'efficacité des opérations n'y est plus.»

À Revivre, c'est cinq emplois subventionnés qui vont sauter le 1<sup>er</sup> octobre. «Alors qu'il m'aurait absolument fallu les neuf que j'ai demandés au départ», dit M<sup>me</sup> Vallières. Le Pignon Bleu, son voisin d'en face, rue Saint-Vallier ouest, en perdra 12. L'Auberivière, 10. Ainsi de suite.

Ces organisations avaient déjà perdu, en avril, les 100 \$ que le gouvernement leur versait en frais de supervision, pour chacun de leurs bénévoles subventionnés. «Ce qui fait que la perte est finalement double», explique Claude Duquette, de l'Armée du Salut.

Et le problème est évidemment provincial. Le célèbre Accueil Bonneau, de Montréal, est dans le même pétrin que Revivre et les autres, tout comme la non moins célèbre Maison du Père.

Tel que ne manque pas de le signaler l'Armée du Salut, voilà ironiquement un réseau de bonnes œuvres qui est heurté par le ministère même—Travail et Emploi—dont il s'est donné pour mission de secourir les clients défavorisés.

## COUP

### «Étrange et prématuré»

Suite de la Une

«Le train est parti et le seul moyen de l'arrêter, c'est de convenir de nouvelles ententes sur les conditions de travail et sur les salaires», a affirmé, hier, la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, qui dévoilait en compagnie des présidents de la CEQ et de la FTQ, Monique Richard et Henri Massé, le plan d'action du Front commun.

D'ici le 22 septembre, les instances des trois centrales débattront du plan d'action qui sera ensuite soumis, pour adoption, aux 315 000 membres. Les consultations lors des assemblées générales se termineront le 8 octobre.

Le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, a déclaré que la stratégie de recourir à des journées de grève était «quelque peu étrange et prématurée» au moment où les parties viennent de s'entendre pour accélérer le rythme des négociations. «Tout ce je peux dire, c'est que nous allons travailler avec beaucoup d'assiduité et d'acharnement pour régler le plus rapidement les conditions de travail des employés du secteur public.»

M. Léonard a tenu à rappeler que les propositions de l'État sont «raisonnables» et «équitable», mais qu'il y avait peu de marge de manœuvre au chapitre des salaires. Cependant, il n'a pas dit que l'offre de 5 % pour trois ans était coulée dans le béton; comme il n'a jamais voulu dire non plus qu'elle n'était pas coulée dans le béton.

#### GONFLÉS À BLOC

«Il est difficile de croire que les problèmes qui ont cours dans la santé et l'éducation (précarité, sous-traitance, manque de personnel, surcharge de travail et salaires inadéquats) et qui rendent intenable le quotidien des travailleurs puissent se régler à notre satisfaction sans que l'on soit forcé d'exercer une bonne dose de pression», a indiqué Claudette Carbonneau. «Le gouvernement et les associations patronales doivent saisir le message: il y a une menace réelle d'un grand dérangement et, plus que jamais, la détermination des membres est au rendez-vous.»

Les leaders syndicaux jurent que les membres ne se feront pas tirer l'oreille pour opter en faveur du recours à la grève, un moyen de pression légal puisque la CEQ, la CSN et la FTQ ont obtenu le droit de grève en vertu du Code du Travail et de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

Pour Claudette Carbonneau, il ne faut surtout pas penser que l'affrontement de juillet entre les infirmières et le gouvernement a refroidi les ardeurs des troupes. Selon elle, la démarche des infirmières était virtuellement condamnée à un échec compte tenu qu'il était hors de question que le gouvernement s'entende avec un groupe de 47 000 syndiqués sur la politique salariale à appliquer à l'ensemble des 415 000 travailleurs du secteur public. «Le vrai test, ça sera à l'automne.»

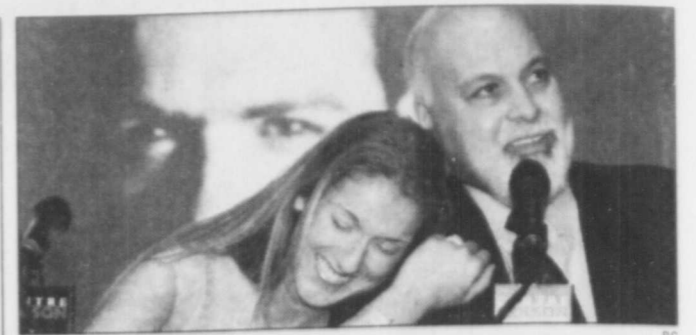
De son côté, Henri Massé assure qu'il est faux de prétendre que les syndiqués se satisfieraient de majorations salariales de 5 %.

«Ça fait une bonne dizaine d'années que les conditions de travail et les salaires n'ont pas été améliorés. Nos membres sont gonflés à bloc et, bien souvent, à l'occasion d'assemblées générales, ils ont mis mal de pression sur leurs dirigeants syndicaux pour qu'ils jouent dur avec le gouvernement. Laissez-moi vous dire qu'on s'est fait parler dans l'casque assez souvent!»

Par ailleurs, on n'écarte pas la possibilité que le gouvernement pourrait être tenté, si la grève légale perdrait, de forcer un retour au travail et d'imposer des amendes aux contrevenants. Il pourrait ainsi rendre illégale une grève légale.

«J'espère qu'il évitera de tomber dans cette folie-là», affirme M<sup>me</sup> Carbonneau.

«On pourra alors se questionner sur la légitimité politique de ce gouvernement qui, après nous avoir passé dans la gorge un régime de négociation très restrictif, s'avisait de ne pas respecter sa propre loi et de retirer un droit aussi fondamental que le droit de grève.»



«J'ai voulu venir aujourd'hui parce que je voulais que vous voyiez que je vais bien.»

## CÉLINE

### «Je ne veux pas de pitié»

Suite de la Une

voix encore plus enrouée qu'à l'habitude. C'est d'ailleurs au larynx que la cancer s'était attaqué. Il était à Dallas lorsqu'il a aperçu la bosse suspecte. Deux jours plus tard, il s'était fait opérer sur place.

Les traitements de radiothérapie qu'il a reçus en Floride se sont terminés le 25 juin. «Le 28 juillet, nous avons fait un test et les médecins n'ont détecté aucune trace de cancer», claronna M. Angelil hier. Il devra tout de même subir des examens à tous les trois mois pour prévenir le retour de la tumeur.

«J'ai voulu venir aujourd'hui parce que je voulais que vous voyiez que je vais bien. Je ne veux pas la pitié», a-t-il ajouté en remerciant tous ceux qui ont pris le temps de lui écrire. «J'ai des milliers de lettres que je garde précieusement.»

Pour sa part, Céline a apprécié cet avant-goût de «pause». «Ça a duré deux mois et on aurait dit trois semaines. C'est la première fois depuis très longtemps que ma vie n'était pas planifiée d'avance.»

Elle et son époux se sont souvent calés dans leur sofa dans leur résidence de Jupiter en Floride pour écouter des films. «Nous n'avons pas joué au golf, c'est vous dire que nous ne nous sommes pas ennuyés», riait-elle en roulant des yeux doux vers son mari.

Lorsque Céline est montée sur scène cet été, notamment au Stade de Paris, où plus de 190 000 personnes sont allées l'entendre, René Angelil n'était jamais loin derrière. Céline avait des écouteurs et elle pouvait entendre la voix de son bien-aimé qui au même moment, visionnait ses concerts à la maison. «Elle se touchait le bout du nez pour me montrer qu'elle m'entendait», confiait-il.

Au lieu de les dissuader d'arrêter le show-business pour au moins deux ans après le dernier spectacle du 31 décembre, ce temps d'arrêt leur a fait réaliser que le moment était venu de reprendre leur souffle pour passer du temps avec amis, famille et surtout, conjoint.

Le projet d'enfanter un petit Dion-Angelil est toujours bien présent dans la tête de la jeune chanteuse et de celui qui est déjà père de grands enfants. René Angelil a profité de la tribune d'hier pour les remercier d'avoir été présents à ses côtés pendant les moments difficiles qu'il vient tout juste de traverser. Après les trois spectacles qu'elle offre cette semaine au Québec—deux à Montréal et un à Québec en remplacement de ceux qu'elle a annulés en mai—la vedette internationale terminera la tournée de *Let's Talk about love* aux États-Unis avant de monter sur scène le 31 décembre au Centre Molson.

#### TABLE DES MATIÈRES

<b>CAHIER A</b>	
La Capitale.....	3 à 6
Le Québec et le Canada.....	10 à 14
Le Monde.....	15
<b>CAHIER B</b>	
Questions d'argent.....	1 à 12
Bourses.....	5, 6, 7 et 8
Opinions.....	11
<b>CAHIER C</b>	
Le Monde Magazine.....	1 et 2
Arts et spectacles.....	3 à 12
Votre agenda.....	4
Ce soir à la télé.....	2
Annonces classées.....	7 à 9
Décès.....	9 et 10
<b>CAHIER D SPORTS</b>	
André-A. Bellemare.....	5
Statistiques.....	2 et 4
Diversissements.....	7
<b>SERVICES</b>	
Abonnements.....	686-3344
	1-800-463-2362
Annonces classées.....	686-3311
Carrières et Professions.....	686-3270
Internet.....	www.lesoleil.com
Promotion.....	686-3342
Publicité Détaillants.....	686-3435
Publicité générale.....	686-3270
Rédaction.....	686-3394
Renseignements.....	686-3233

#### NUMÉROS CHANCEUX

Les résultats des loteries en page C 2

114  
joursavant l'an  
2000

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMedia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

## JETTA

### «On va finir par le coincer»

Suite de la Une

numéro de téléphone cellulaire qui, là encore n'aboutissait nulle part, a-t-on constaté, Dufour a haussé le ton devant la réticence de Guy Bardier à lui confier les clefs du Cherokee 1996, de couleur bourgogne, qu'il voulait essayer. «Si tu n'as pas confiance en moi, j'irai acheter ailleurs», a-t-il lancé au commerçant.

Désireux de conclure une vente, celui-ci a cédé et permis au «retraité» d'effectuer un essai routier.

«Il n'est pas revenu, confiait au SOLEIL, Guy Bardier. Quand on a fouillé son auto, on a trouvé une plaque de garage et à partir du numéro de série de la Jetta on a réussi à retrouver le garage d'où provenait la voiture. Il ne manquait que la radio.»

À Baie-Saint-Paul, Réal Bouchard s'est dit heureux que sa voiture ait été localisée. «S'il me manque juste une radio, moi aussi je vais être content», spécifiait Bardier.

Et quant à la police, ça semble aller trop vite. C'est LE SOLEIL qui a informé la Sûreté du Québec du dénouement du vol de Baie-Saint-Paul.

«On va finir par le coincer», promet l'agent Richard Gagné, de la Sûreté du Québec.

«Si tu n'as pas confiance en moi, j'irai acheter ailleurs»

LE TRENTE ET UN®

la maison  
**simons**

Le tee-shirt  
rayure position 29.95

Un style manches longues exclusif, jersey pur coton, rayure contrastante de l'épaule au poignet en rouge sur gris, gris sur kaki ou pétrole sur marine. Coutures surfilées pour une tenue impeccable. P.m.g.t.t.g. Rég. 38.00\*

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC  
MONTREAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

#### C'ÉTAIT HIER

1993 — Le président de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, signe une lettre par laquelle l'OLP déclare reconnaître l'État d'Israël.

1992 — Le premier ministre albertain, Don Getty, annonce qu'il quitte

ra la politique et se range du côté du OUI en vue de référendum de Charlottetown.

1991 — Les fonctionnaires fédéraux déclenchent la première grève générale de l'Histoire de la fonction publique fédérale.

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

### La vitesse fait un mort à Limoilou

CLAUDE VAILLANCOURT  
Le Soleil

■ QUÉBEC — La police de la Ville de Québec déployait, hier soir, tous ses efforts pour tenter de comprendre les circonstances dans lesquelles un individu est mort, lors d'un violent accident survenu sous un viaduc de la 4<sup>e</sup> Avenue, dans Limoilou. L'identité de la victime sera dévoilée aujourd'hui.

L'analyse du cas se complique par le fait que, selon certains témoins, le véhicule dans lequel prenait place la victime aurait tenté de doubler un autobus de la STCUQ.

« Nous savons qu'un autobus est relié à l'accident et que la conductrice du transporteur a poursuivi son chemin », a admis Denis Pouliot, un porte-parole de la police de la Ville.

Mais celui-ci n'était pas en mesure de dire, hier soir, si la conductrice avait eu connaissance de l'accident et, encore moins, les raisons pour lesquelles elle aurait décidé de continuer son chemin.

L'accident s'est produit en milieu de soirée, alors que le temps était passablement beau. Selon les premières informations, la victime aurait tenté de doubler l'autobus mais a effectué une mauvaise manœuvre pour heurter de plein fouet le pillier qui sépare le viaduc, à l'intersection de la 27<sup>e</sup> Rue et de la 4<sup>e</sup> Avenue.

« Nous en sommes à nos premières vérifications, a insisté l'agent Pouliot. La conductrice de l'autobus va être rencontrée et nous serons en mesure d'en savoir davantage. Quant au reste, nos enquêteurs travaillent là-dessus. »



Le conducteur n'a eu aucune chance: son véhicule a heurté à haute vitesse le viaduc de la 4<sup>e</sup> Avenue.

#### AMBULANCE SAINT-RAYMOND

### Ultimatum de la Régie

La propriétaire doit fournir tous les services d'ici ce soir, sinon son permis lui sera retiré

CLAUDETTE SAMSON  
Le Soleil

QUÉBEC — La Régie régionale de la santé de Québec a mis la propriétaire de la compagnie Ambulance Saint-Raymond en demeure de fournir les services prévus à son contrat d'ici 18h ce soir, à défaut de quoi son permis lui sera retiré.

Une mise en demeure de 48 heures a été expédiée à la fin de la journée mardi, immédiatement après que le secrétaire général de la Régie, Valois Malenfant, ait indiqué aux médias que l'organisme n'interviendrait pas dans ce qu'il considérait être un « conflit de travail ». La propriétaire d'Ambulance Saint-Raymond, Madeleine Alain, venait pourtant d'annoncer que son service, assuré par d'autres compagnies depuis deux semaines, serait complètement rétabli lundi, grâce aux nouveaux employés qu'elle venait d'embaucher.

Hier, personne ne voulait commenter cette décision à la Régie de la santé, ni expliquer pourquoi

la situation ne pouvait durer quatre jours de plus. M<sup>me</sup> Alain n'a pas retourné l'appel du SOLEIL.

Mardi, elle avait indiqué son intention de porter plainte pour outrage au tribunal contre ses employés qui ont refusé de réintégrer le travail malgré deux injonctions de la cour.

Le conflit chez Ambulance Saint-Raymond est motivé par le refus de la propriétaire de signer le protocole de fin de conflit intervenu provincialement à la suite des moyens de pression des techniciens ambulanciers de la CSN, cet été. Les employés de M<sup>me</sup> Alain se plaignent de harcèlement de la part de leur patronne et plusieurs sont en congé de maladie pour cette raison.

Hier, les syndiqués venus d'ailleurs en province pour appuyer leurs confrères de Saint-Raymond campaient pour la deuxième journée à proximité de la compagnie. Ils seront là au moins jusqu'à 18h ce soir, pour s'assurer que la Régie ira jusqu'au bout de ce qu'elle a annoncé, indiquait hier le porte-parole, Yves Imbault.

### Payant, payant, une compagnie d'ambulance

QUÉBEC — La Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec métropolitain (CTAQM) est sur le point d'acheter les permis de la compagnie Ambulance Ménard, de Baie-Saint-Paul, pour un montant qui dépasserait le million de dollars. Il ne manque que l'autorisation de la Régie régionale de la santé de Québec pour officialiser cette transaction.

L'information a été confirmée hier par la CTAQM et par la propriétaire d'Ambulance Ménard.

Bien que Jacynthe Ménard ait jugé « indiscrète » toute question portant sur le montant de la transaction, elle a admis que celle-ci se situait dans « l'envergure » du million de dollars.

Selon une source du SOLEIL, ce montant serait plutôt de 1,8 million, ce que M<sup>me</sup> Ménard a refusé de confirmer.

« Je ne crois pas que ce soit d'intérêt public », a-t-elle commenté. M<sup>me</sup> Ménard admet cependant que sa compagnie a été subventionnée environ à 80% avec des fonds publics, comme les autres compagnies ambulancières du Québec.

Il n'est pas exceptionnel que des permis de trans-

port ambulancier changent ainsi de main, précise le directeur des services de la CTAQM, André Hamel. Il est erroné, selon lui, de conclure que les propriétaires qui vendent leurs permis font des profits avec l'argent des contribuables. Le gouvernement paie pour les salaires et les équipements; s'il y a des profits, c'est grâce à la bonne gestion des propriétaires, dit-il.

#### EN HAUSSE

Ces dernières années, la valeur des permis n'a cessé de croître. Le fait que les compagnies ambulancières fonctionnent en grande partie avec l'argent du gouvernement leur confère un attrait certain, fait-on valoir.

Il y a quelques mois, le Vérificateur général du Québec, Guy Breton, indiquait que les Québécois n'en avaient pas pour leur argent avec le système actuel, puisque le gouvernement n'a aucun contrôle sur la gestion interne des entreprises à qui il donne pourtant ses subsides. LE SOLEIL n'a pu obtenir l'avis du ministère de la Santé et des Services sociaux sur cette question, hier. C.S.

#### STAGES DES FUTURS PROFS

## Rappel à l'ordre

### Le ministère convoque les patrons des directeurs d'école

BRIGITTE BRETON  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les directeurs généraux sont convoqués aujourd'hui par le ministère de l'Éducation pour discuter du boycott des stages des étudiants en sciences de l'éducation par les 400 directeurs d'école de Québec-Chaudière-Appalaches.

Le ministère veut-il simplement avoir un portrait de la situation ou demandera-t-il aux directeurs généraux de ramener à l'ordre leurs directeurs d'école en leur rappelant que l'accueil des futurs enseignants fait partie de leur travail? L'attaché de presse de François Legault n'excluait hier aucune des voies.

« Après avoir rencontré mardi des représentants de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, les sous-ministres Henri-Paul Chaput et Robert Bisaillon veulent discuter avec les patrons des directeurs d'école. Des ententes ont été signées entre les écoles associées et l'université et elles doivent être respectées. Nous voulons aussi examiner les alternatives possibles », explique Alain Leclerc.

Il répète que le ministre Legault trouve inacceptable que des directeurs d'école privent des étudiants de stage. Même si les directeurs d'école ont lancé leur moyen de pression au printemps, le ministre dit qu'il agit avec célérité pour que le dossier se règle. Aucun échéancier n'a cependant été fixé. « Les représentants de l'université ont dit que l'année des étudiants n'était pas encore compromise ».

La présidente de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles, Liliane Marcoux, craint que le ministère impose sa volonté en invoquant le droit de gérance des directeurs généraux des commissions scolaires. Elle n'a reçu pour sa part aucun signe du ministre de l'Éducation. « Nous lui avons pourtant transmis il y a une semaine la décision de notre assemblée générale de ne pas recevoir de stagiaire tant que son ministère n'aura pas déposé l'étude sur les

relativités salariales au comité du personnel de direction des écoles. Nous n'avons pas encore de réponse à notre proposition, c'est le silence ». L'attaché de presse du ministre signale qu'il n'est pas question de déposer cette étude.

#### ÇA PRESSE

Ce litige pèse lourd pour près de 2000 étudiants en sciences de l'éducation de l'Université Laval qui veulent cette année entrer dans les écoles pour effectuer un stage. La situation est encore plus dramatique pour 400 finissants dont le stage est nécessaire pour l'obtention de leur diplôme et de leur permis d'enseigner.

De son côté, le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron, tentait hier de discuter du dossier avec le ministre Legault. « La Fédération est d'accord pour que la rémunération des directeurs d'école soit revue. Par contre, nous ne serons jamais d'accord avec un moyen de pression qui touche les élèves, petits ou grands ».

User de l'autorité de l'employeur et de son droit de gérance n'est pas l'avenue recherchée par le président de la FCSQ. « Il me semble que ce n'est pas

si difficile de déposer une étude ». Il rappelle par ailleurs que l'Association québécoise du personnel de direction des écoles ne représente que 10% des directeurs d'école ou de centre de formation professionnelle ou d'éducation des adultes.

Sur ce point, Liliane Marcoux répète que les quatre associations n'ont pas la même stratégie, mais qu'elles partagent le même objectif, soit le redressement salarial de leurs membres.



Le président André Caron

## Québec NATATION

#### Nouveau

- cours pré-post natal
- aquajogging
- aquaforme



### Inscrivez-vous dès maintenant!

Cours de natation à compter du 17 septembre ➤ 687-4045

#### Enfants:

- à partir de 6 mois
- tous les niveaux de la Croix-Rouge

#### Formation:

Médaille de bronze, croix de bronze, aqualeader, moniteur Croix-Rouge, sauveteur, médaille et croix de bronze (combiné), moniteur en sauvetage.

#### Piscines:

- Collège Limoilou 8e Avenue, Québec
- Cégep F.-X.-Garneau boul. de l'Entente, Québec
- Externat Saint-Jean-Eudes angle Bourg-Royal et 80e Rue Est, Charlesbourg
- YMCA du Vieux-Québec 650, rue Laurier
- RIVE-SUD - Pavillon Hôtel-Dieu de Lévis 99, Mont-Marie
- Cégep Lévis-Lauzon



835-9449

## Sault-au-Cochon: déjà 50 ans



Il y a 50 ans aujourd'hui s'écrasait, à Sault-au-Cochon, un DC-3 de la Canadian Pacific Airlines, détruit par l'explosion d'une bombe en plein vol. C'était le premier attentat commis contre un avion commercial au monde. Un bijoutier de Québec, Albert Guay, avait fait déposer un engin explosif artisanal à bord pour se débarrasser de son épouse et toucher l'assurance souscrite en son nom afin de couler des jours heureux avec la jeune serveuse qu'il aimait. Il fut condamné à mort à l'issue d'un procès suivi par les grands journaux d'Amérique du Nord et exécuté en janvier 1950. « Au moins, je meurs célèbre », ont été ses derniers mots. Trente-trois ans plus tard, les débris jonchaient encore le sol sur les lieux du terrible impact. M.C.



Le maire Loranger et l'équipe qu'il présentera en novembre.

Tout sourit à  
Émile Loranger

ROBERT FLEURY  
Le Soleil

ANCIENNE-LORETTE — La Ville de l'Ancienne-Lorette n'a presque plus de dettes. Même qu'elle n'en aura plus du tout l'an prochain sauf pour des taxes de secteur que la loi lui interdit de rembourser avant terme. Et ses infrastructures ne tombent pas en ruines, comme le laissait entendre le maire d'une grosse ville qui aimerait bien n'en faire qu'une bouchée et qu'Émile Loranger préfère ne pas identifier. À 53 ans, l'ancien président de l'Association des payeurs de taxes sera candidat à la mairie pour la cinquième fois.

La vie semble toute tranquille dans cette petite municipalité qui réélit son maire sans opposition plus souvent qu'autrement. Sauf il y a quatre ans. Il n'a fait qu'une bouchée de ses deux opposants, récoltant 85% du vote. Le maire se sent tellement chez lui à l'hôtel de ville qu'il s'est servi de la salle du conseil pour y présenter son équipe, « un vrai parti politique », dit-il.

L'équipe Loranger, puisqu'il faut l'appeler par son nom, compte cinq conseillers sur six. Le sixième, Léo Careau, un irréductible indépendant, fait un peu partie des meubles. Loranger ne lui oppose aucun candidat!

Il faut dire que tout ce beau monde a réussi à gérer sans faire trop de bruit. Depuis le temps, le maire et les conseillers semblent avoir appris à travailler ensemble: 16 ans pour Sylvie Falardeau, Michel Lacroix, le maire Loranger et l'indépendant Careau, contre 10 ans pour Nicole Lemelin et quatre ans pour Michel Lacroix et Daniel Dupuis. Des élus qui font un peu partie du paysage à l'Ancienne-Lorette. Comme l'église aux deux clochers. « Ce sera mon plus beau mandat », sourit Émile Loranger, en entrevue. Le

dernier peut-être. Surtout s'il y a fusion. « Je vous jure que je vais résister de toutes mes forces. Comment? Je ne vous le dis pas. Mon plan de match est fait », dit-il. M. Loranger grimpe facilement dans les rideaux. C'est pour ça qu'il a joint les rangs de l'UMQ, une union qu'il dénigrerait il n'y a pas si longtemps!

Loranger est fier de son bilan. Depuis 1983, il a réduit une dette de 14,7 millions \$ à 630 000 \$. L'an prochain, le contribuable sera totalement libéré du service de la dette. En 83, une maison moyenne recevait un compte de taxes de 1550 \$ contre 1630 \$ cette année. Pas difficile de geler les taxes dans ces circonstances. « On ne se mettra pas à dépenser », précise-t-il même s'il a l'intention de mettre l'accent sur la qualité de vie. Une dette réduite à néant. Il n'y a que Granby qui en a fait autant. Et cela, malgré la réforme Ryan, les transferts, la CUQ, rappelle M. Loranger.

Les infrastructures? Elles seront toutes à jour d'ici cinq ans, affirme le conseiller Lacroix. Les principales rues ont été refaites. On en est rendu à revoir des canalisations vieilles de 45 ou 50 ans. On investit de 1,5 à 2 millions \$ par an. Les équipements sont modernes. Il faut dire que le territoire est petit comme celui de Sillery ou Cap-Rouge, développé comme elles à 95%, mais sans leur richesse foncière.

L'Ancienne-Lorette résistera-t-elle à la réforme Harel? Si le maire refuse toute fusion, il se dit prêt à discuter pour conclure des ententes de service avec des voisins. Pour les services d'enquêtes policières surtout.

Sur la scène régionale, Loranger se fait prudent. Solidarité oblige avec les autres maires de la région. Oui à la réforme de la CUQ, pour lui donner plus de pouvoirs, pour le développement économique surtout. Pour le reste, il attend le rapport Harel.

Le 8e évènement du piano les 9, 10, 11 et 12 septembre

LE PLUS VASTE CHOIX  
DE PIANOS EN SOLDE À QUÉBEC

Une collection extraordinaire de pianos  
acoustiques, électroniques et claviers, dont  
plusieurs marques réputées:

BALDWIN,  
CHICKERING,  
ROLAND,  
KAWAI,  
SAMICK,  
STEIGERMAN,  
TECHNICS,  
YAMAHA,  
WURLITZER

neufs et  
usagés



4 JOURS  
SEULEMENT

Jeudi 9 sept.: 9h à 21h  
Vendredi 10 sept.: 9h à 21h  
Samedi 11 sept.: 9h à 17h  
Dimanche 12 sept.: 9h à 17h

- Pas de commerçants, s.v.p. -

TOUT DOIT ÊTRE VENDU

Prix disponibles sur place seulement

Un rendez-vous à ne pas manquer à:

Place Laurier

2e étage  
(près du kiosque d'information)



DENIS  
MUSIQUE

Financement  
disponible sur place

Lucia

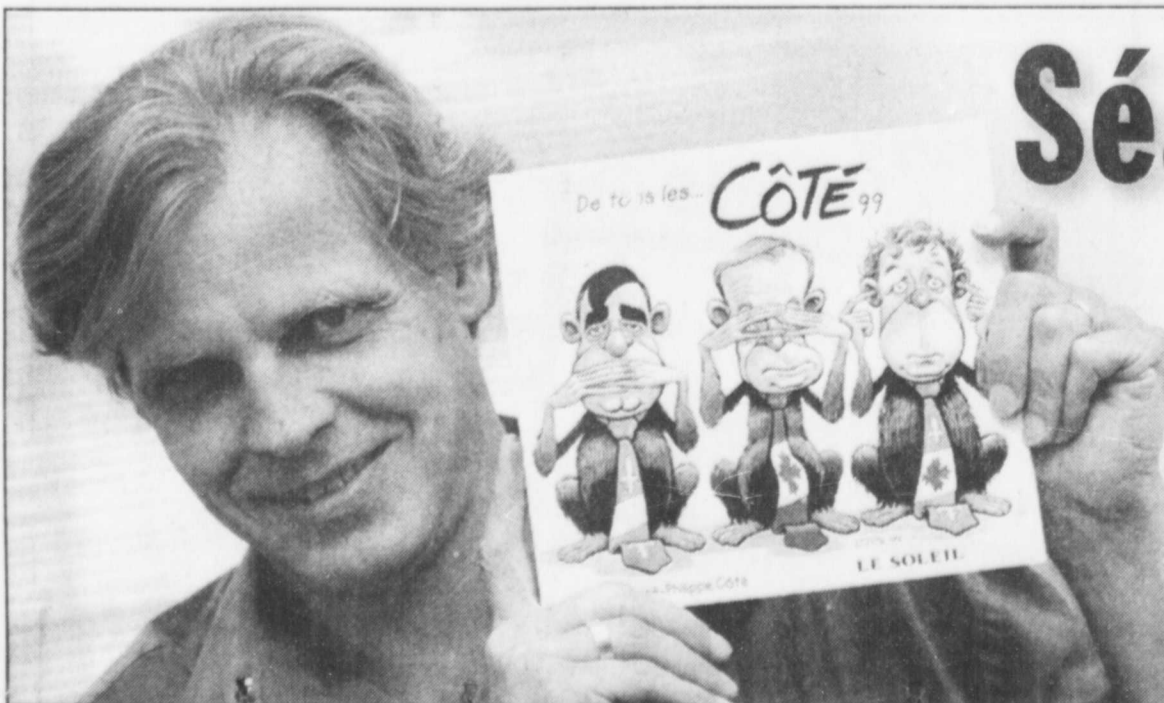
Collection  
Bleu royal  
et noir

Défilé  
de mode  
Cataract  
Mercredi  
6 octobre  
à 18h  
Souper inclus  
Information:  
681-3010  
Caroline  
Martin

Boutique

Danielle Morali

30 ans d'expérience, 9 conseillères en mode,  
2 couturières à votre service



## Séance de signature

Le jeudi 9 septembre de 19h30 à 21h et  
le samedi 11 septembre de 14h à 16h

Chez ARCHAMBAULT musique et livres,  
de Place Ste-Foy



# La gourgane, la poutine... et pis Céliiiiine!

Il y a des mots qui me donnent des crampes. Je suis en vacances. Je patrouille les routes des jolis coins du Québec. Je m'extasie devant les beautés de Natashquan, de l'Isle-Verte. Au bord du canal de Beauharnois ou de la rivière Jacques-Cartier, sur les côtes du nord et du sud, je me dis: que c'est délicieux de prendre le temps de prendre le temps de prendre le temps... Je me réconcilie même avec les paysages austères. Avec la chaleur humide.

Puis soudain, je me cogne le nez sur une affiche. Je trébuche sur deux mots. Ayoille. Ça fait mal. Je viens de lire, en grosses lettres les mots siamois: « Centre d'interprétation ». Ouais! Ces deux mots collés, ça me donne des crampes.

Avez-vous remarqué tout ce qu'on s'est mis à « interpréter » ces dernières années au Québec? C'est devenu un tic collectif. Impossible de traverser une jolie région sans tomber sur un centre d'interprétation de la gourgane, de la tomate, du petit mené, de la bibitte à patates, de l'anguille, de l'épinette. On ne répond plus simplement, naturellement aux questions des gens. Non, on « interprète ». On pète de la broue.

On prend le visiteur pour un tarla. On fait l'école pendant les vacances. Les centres d'interprétation pullulent, comme les maringouins en juin. Rien n'échappe à cette monomanie: légendes, lieux historiques, chutes, rivières, four à pain, la ceinture fléchée, blé Inde, baratte à beurre et fèves au lard.

Ça ne m'étonnerait pas de voir éclore, un de ces jours, un centre d'interprétation de la bouse de vache, de la tapette à mouches ou de la poutine. Non, ne riez pas! Ça va finir par arriver!

C'est pareil pour le mot « économusée ». Voilà un autre concept qui me donne des flatulences et qui me fait fuir... les pattes aux fesses. Voilà un mot affreux inventé je n'en doute pas, par un comité de fonctionnaires désireux de révolutionner la langue, de laisser leurs empreintes dans le *Petit Larousse*. Mais c'est raté. Car le mot « économusée » n'existe pas. C'est un néologisme laid, prétentieux, casse-pieds. Absurde, comme un oiseau à tête de poisson. On peut bien inventer les mots qu'on veut, pourvu qu'ils soient jolis, évocateurs et aient un sens. Mais ce mot chargé d'une détestable connotation pédagogique, en est privé.

Je sens que je vais avoir tous les artisans des économusées à mes basques. Mais ils n'ont pas raison de se fâcher. Car sous cette étiquette barbare se cachent des lieux attachants, des établissements aux odeurs subtiles, aux parfums capiteux. Pourquoi les affubler alors de ce concept qui ne veut rien dire pour la plupart des gens? Car, dans un économusée, la première chose qu'il faut expliquer aux visiteurs, c'est... le sens du mot « économusée ». Leur dire que ce machin-truc-musée, c'est une entreprise d'artisans qui offre au public des objets, des produits fabriqués selon des techniques traditionnelles. Et qui accueille les gens, qui leur explique ces traditions, autant que possible, chaleureusement.

Au fond, si on y pense un peu, il y a bien des bin-



Ghislaine Rheault  
GRheault@lesoleil.com

neries du Québec qui pourraient revendiquer ce titre pompeux et inutile.

## LES MOTS, ENCORE LES MOTS...

On rend hommage depuis quelques jours au commentateur sportif René Lecavalier décédé lundi dernier. On parle de ses qualités humaines. Mais aussi de son souci de la langue, de sa quête incessante du mot juste, inventif qui lui a permis d'élever la description d'un match de hockey quasiment au rang des beaux-arts.

Mais dans la caste des commentateurs sportifs qui sévissent aujourd'hui à la radio et à la télé, René Lecavalier n'a pas fait que des disciples. Un petit texte moqueur, farci de jargon, de clichés, composé il y a cinq ou six ans par Pierre Dufault et publié alors par la revue *L'actualité* en fournit un bel exemple.

Pierre Dufault s'était inspiré des tournures bâtarde des commentateurs improvisés, (anciens arbitres, entraîneurs et journalistes patentés) qui martyrisent la langue, pour proposer le petit exercice qui suit. (Vous noterez en passant que le texte contient quelques anachronismes: Carbonneau ne fait plus partie du Tricolore. Les Nordiques ont pris la route du sud. Mais la langue des commentateurs ne s'est pas améliorée. Loin de là.)

Comment René Lecavalier aurait-il pu traduire en français correct ce texte de Pierre Dufault?

Je vous pose la question. À vos crayons!

« Les Canadiens ont signé un ailier droit aujourd'hui. C'est un joueur physique qui était éligible chez les agents libres. Il tentera de faire l'équipe car il avait bien fait chez les juniors. Il s'était mérité le titre de joueur par excellence et avait été récipiendaire d'un trophée. Entre-temps, les Canadiens sont anxieux de revenir de leur périple de huit jours dans l'Ouest et de croiser le fer avec les Nordiques de Québec à la maison. La versatilité du nouveau joueur agressif devrait aider les Canadiens à prendre une sérieuse option sur le premier rang de leur conférence. Lorsqu'il prend un bon lancer, il bat le gardien pour un but qui est toujours important. Entre-temps, les spéculations vont bon train quant aux chances de Guy Carbonneau, au rancart depuis trois semaines à cause d'une séparation de l'épaule, de revenir au jeu. Carbonneau a toujours mal avec son épaule. Dans le cas de Patrice Brisebois, il s'est rapporté à son entraîneur afin d'expliquer la raison pourquoi il s'est vu décerner une punition de cinq minutes pour double-échec. »

## CÉLIIIIINE!

Allez tout le monde! On cesse de respiiiiiiirer. Céline pis René sont en ville. Vous avez vu hier, les groupiiiiies. Et les réseaux de télé, à plat ventre, toutes affaires cessantes, donner l'antenne à Céliiiiine et à Renéeééé. Bééééééé. Non mais! Cet aplatissement béat devant les vedettes, c'est à pleurer. Ces deux prénoms commencent à me donner des crampes. Alors, je vous en prie. Ne me parlez pas de Céliiiiine. Ni de Renéeééé. J'en ai soupéééé. Bééééé!

## UASHAT-MALIOTEMAN

# Le conseil de bande frappe fort

STÉPHANE TREMBLAY  
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — Le conseil de bande de Uashat-Maloteman, près de Sept-Îles, frappe fort pour éliminer les consommateurs de drogues au sein de ses fonctionnaires. Tout nouvel employé devra passer avec succès des tests toxicologiques avant d'obtenir une confirmation d'embauche. Cette nouvelle politique risque de s'étendre aux 250 employés du conseil de bande. Les tests ne seraient pas obligatoires pour le personnel déjà en place mais certains pourraient devoir s'y soumettre.

Déjà trois personnes ayant obtenu des résultats positifs ont été licenciées.

C'est le cas de Lise Michel, qui devait travailler au Foyer pour personnes âgées à Maloteman ouvert que depuis le mois d'août.

« En juin, alors que nous étions en formation, on nous a dit qu'il fallait passer des tests médicaux pour savoir si nous étions aptes au travail et non pour savoir si nous consommions de la drogue. Je trouve ça injuste car il y a d'autres personnes qui travaillent au foyer qui fument et qui n'ont pas été mis dehors », prétend M<sup>me</sup> Michel.

Âgée de 33 ans et mère de trois en-

fants, elle avoue son problème de drogue. « Je fume quotidienne du pot pour relaxer, mais jamais pendant les heures de travail. Et la fois que j'ai été testée positive, j'avais consommé plusieurs heures avant d'aller travailler » a-t-elle avoué hier.

Résidente de Maloteman, situé à une trentaine de kilomètres de Sept-Îles, cette mère monoparentale aurait bien aimé avoir une deuxième chance.

« Au départ, le conseil devait donner deux avertissements, ce que je n'ai jamais eu. J'ai même offert de suivre une thérapie comme mesure alternative, mais la décision du conseil est demeur-

ée », précise celle qui est bien consciente que les problèmes de consommation de drogues et d'alcool représentent un fléau important dans cette communauté de quelque 3000 Montagnais.

## AVOCAT

Aujourd'hui Lise Michel vie de la Sécurité du revenu. Elle a bien l'intention au cours des prochains jours de consulter un avocat parce qu'elle est persuadée que l'employeur n'avait pas le droit d'agir ainsi.

« J'ai téléphoné à la Commission canadienne des droits de la personne et un test médical n'englobe pas un test

de dépistage de produits toxicologiques. Ce sont deux tests très différents m'a-t-on expliqué. Je vais donc rencontrer le meilleur avocat de la Ville pour voir qu'est-ce que l'on peut faire avec cette histoire », déclare cette dernière, porte-parole des deux autres personnes congédiées (Michel Aster et Nancy Jourdain) pour la même raison.

Au total, 11 personnes qui ont postulé pour un poste dans ce foyer de personnes âgées autonomes ont dû passer ces tests de dépistages.

LE SOLEIL a tenté en vain de rejoindre le chef Rosario Pinette.

## À l'ombre

Arrêté en novembre dernier lors de la saisie de 11 millions \$ de PCP dans un chalet de Lac-Beauport, Tony Bélanger, 37 ans, a été condamné à 23 mois de prison. Quatre « chimistes » à la solde des Hell's Angels, dont Bélanger, administraient l'importante cellule trafiquant du PCP. L'individu avait été intercepté après avoir été brûlé aux mains et au visage lors d'une explosion survenue au chalet. À sa peine de 23 mois s'ajoute une interdiction de posséder des armes durant dix ans. R.H.

Association  
**YWCA**  
de Québec

Une pomme  
d'Activités  
à la grisaille  
de l'automne

Pour toute la famille

Le 12 SEPTEMBRE 1999  
de 10h à 16h

Prix de participation  
Essais gratuits  
Activités pour  
les enfants

855,  
av. Holland  
Québec

683-2155

**IK INFO UNIK**  
Un ordinateur selon vos besoins...  
Un service selon vos attentes!

**Un trio ultraperformant**  
Disque dur 9607200RPM ATA-66 + RIVA TNT 2 32 MO + Moniteur 17 pouces  
**MODULUX Pentium III 450MHZ**  
(Upgradable à 733MHZ)

Payable en l'an  
2000 sans intérêt

Prêt étudiant  
disponible

Photo à titre indicatif

S0Y0 SY-6VBA 133	64MO SDIMM PC 100	Disque dur QUANTUM GO 7200RPM	CD-ROM AFREEY 50X
Graphique Riva TNT2 32MO	Moniteur 17 pouces KTX	Fax modem Smartlink 56K V.90	Son A3D + haut-parleurs 300 Watts

Garantie 2 ans pièces et main-d'œuvre  
Remarque: Système d'exploitation en sus  
Gratuit: Norton Antivirus, Norton Ghost et  
Norton CD-ROM Virtuel  
(valeur au détail de plus de 150\$)

**SPÉCIAL DE LA RENTRÉE**  
**1649\$**

Horaires de l'émission Micro Info 2,  
au canal 9 de Videotron.  
Vendredi 19h, sam. 23h, dim. 12h.  
Lundi 22h, mercredi 17h.

1995, rue Jean-Talon Sud, bureau 101, Sainte-Foy 681-9434

**UNE PRIME À LA PUISSANCE 10**

Recevez une prime de 10 articles avec tout achat de 26 \$ ou plus de produits Estée Lauder.

- Deux rouges à lèvres, True et All day
- Fard à joues All day
- Pinceau à fard
- Duo ombre à paupières
- Appliqueur d'ombres
- Plus que Mascara
- Nettoyant Soft Clean
- Ampoules Pleasures pour homme et femme
- Sac à cosmétiques.

Une prime par personne. En vigueur jusqu'au 19 septembre 1999, ou jusqu'à épuisement des stocks.

ESTÉE LAUDER

Découvrez Online  
Ce fluide aide à corriger et diminuer l'apparence des fines lignes et ridules ainsi qu'à prévenir la formation de nouvelles lignes.  
Online 15 ml, 47,50 \$.

## Votre enfant a-t-il mal aux pieds ?

Pour la RENTRÉE, seul un spécialiste peut lui assurer le confort



Monsieur Carol Pouliot  
Orthésiste du pied

Au Laboratoire Pouliot nous vous offrons :

- un service professionnel
- une solution spécifique à vos besoins
- un examen fonctionnel

- Votre enfant a-t-il de la difficulté à suivre ses amis, est-il toujours le dernier du groupe ?
- Marche-t-il les pieds par en-dedans ou sur la pointe des pieds ?
- Tombe-t-il souvent ou facilement ?
- Enlève-t-il ses chaussures à la première occasion ?
- Se plaint-il de crampes ou de douleurs aux pieds ou aux chevilles la nuit ?
- Use-t-il ses souliers de façon irrégulière ou anormale ?

**POULIOT**  
2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy  
Tél.: (418) 652-0100

## RENTRÉE 1999

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537  
CARRFOUR LAVAL (450) 682-4537  
PLACE STE-FOY (418) 652-4537  
www.lesailles.com

**AILES**  
LES AILES DE LA MODE

Je me fais plaisir

## Aucun élu de Sainte-Foy aux réunions du CLD

JULIE LEMIEUX  
Le Soleil

■ **SAINTE-FOY** — Même si la Ville de Sainte-Foy a investi près de 800 000 \$ dans le Centre local de développement (CLD) de l'ouest de la région, aucun élu fidéin ne représente la municipalité aux réunions de l'organisme.

La Ville a pourtant versé 800 000 \$ au centre

En raison d'une chicane entre les conseillers indépendants et la mairesse Andrée Boucher, la Ville n'a pas encore réussi à nommer un représentant au sein du CLD. L'organisme doit donc se passer de Sainte-Foy et fonctionner avec les cinq autres municipalités qui composent le conseil d'administration. C'est la mairesse qui devrait siéger d'office à la table du CLD. Mais M<sup>me</sup> Boucher a démissionné de son poste afin de

convaincre les conseillers indépendants de voter en faveur de la création de l'organisme. En effet, sa présence au sein du conseil d'administration ne faisant pas du tout l'affaire des élus.

Puisque les règles du CLD prévoient que c'est le maire qui nomme son remplaçant, M<sup>me</sup> Boucher a demandé aux deux seuls élus indépendants qui avaient voté en faveur du projet de prendre sa place et d'agir comme administrateur. Mais les deux conseillers ont refusé, affirmant que le conseil devait lui-même décider du représentant de la Ville au CLD.

### PERRAULT NOMMÉ

C'est donc Guy Perrault qui a été élu pour remplir ces fonctions, même s'il avait voté contre l'implantation de l'organisme et l'octroi d'un montant de 800 000 \$ pour son fonctionnement. Une situation qui a fait sortir la mairesse de ses gonds et qui l'a convaincue de ne pas signer le bordereau qui permettrait à M. Perrault de le remplacer.

« Nommez n'importe lequel des cinq conseillers qui ont voté en faveur du CLD et je signerai. Mais par pour lui. Il y a des limites à la bouffonnerie », a lancé la mairesse, lundi soir, lors de la réunion du conseil.

Selon la présidente du CLD, la conseillère silleroise Renée de Billy, l'organisme formé officiellement en juin s'est réuni une fois, au mois d'août, sans la présence de la Ville de Sainte-Foy. « Pour l'instant, on en est seulement aux décisions de fonctionnement. Mais c'est certain que ça serait mieux pour Sainte-Foy si elle avait un représentant », a-t-elle indiqué.

Au cours des trois prochaines années, l'organisme sera entre autres appelé à choisir les entreprises en démarrage qui méritent des subventions. Si Sainte-Foy n'est pas représentée, les entrepreneurs fidéins pourraient avoir plus de difficultés à vendre leurs projets.

« C'est certain qu'on peut moins faire valoir notre point de vue, même si on paye une grosse partie de la facture. Mais il n'est pas question que je cède et que je nomme Guy Perrault à ce poste. Il faudra qu'ils (les conseillers) acceptent de nommer une des deux personnes qui ont voté pour le CLD », a affirmé au SOLEIL la mairesse Boucher.



Les parents adoptifs de Stéphanie, Luc Roy et Louise Loubier-Morin, montrent fièrement la première affiche sur la SAF.

## Pour sensibiliser les adultes à l'alcoolisation fœtale

### Une première journée internationale

PIERRE PELCHAT  
Le Soleil

**SAINTE-HENRI** — C'est aujourd'hui qu'a lieu la première journée internationale du syndrome d'alcoolisation fœtale (SAF). Au Québec, pour souligner l'événement et faire œuvre de sensibilisation sur cette anomalie congénitale méconnue, plus de 3000 posters seront distribués dans les services de santé, les cliniques médicales et les pharmacies.

Cette initiative est sous l'égide de SAFERA, (Syndrome d'alcoolisation fœtale et effets de l'alcoolisation fœtale) un organisme voué à la prévention et à l'éducation concernant la consommation d'alcool par la mère lors de sa grossesse.

« Il n'y a pas suffisamment d'information sur cela. C'est un sujet tabou. On devine que la forte consommation d'alcool durant la grossesse affectera l'enfant à naître mais on ne sait pas dans quelle proportion », a affirmé Luc Roy, père adoptif de Stéphanie, une enfant de 7 ans aux prises avec ce syndrome.

Les dommages causés au fœtus par la forte consommation d'alcool des mères sont nombreux. « Les enfants régulièrement ou massivement exposés à l'alcool in utero présentent de façon significative une diminution du quotient intellectuel allant jusqu'à la déficience légère, des retards de développement, des troubles d'ap-

prentissage et des troubles de l'attention ; à cela s'ajoutent pour les victimes de la SAF une physiologie particulière, des atteintes sensorielles, un sous-développement physique et des dysfonctionnements organiques. »

Selon une étude, 40% des femmes enceintes qui consomment de façon importante, soit cinq verres et plus par jour, mettent au monde des enfants ayant le SAF et un autre 20% est victime des effets de l'alcoolisation fœtale.

### LE 9<sup>e</sup> JOUR DU 9<sup>e</sup> MOIS

La date du 9 septembre pour la journée internationale du SAF n'a pas été choisie au hasard. Pour se rappeler que durant les neuf mois de la grossesse et pendant l'allaitement il faut s'abstenir de consommer de l'alcool, on a retenu le 9<sup>e</sup> jour du 9<sup>e</sup> mois.

Quant à la minute précise, c'est la neuvième de la 9<sup>e</sup> heure.

L'événement sera également souligné dans sept autres pays soit les États-Unis, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Italie, la Nouvelle-Zélande et la Suède.

D'autre part, le ministre délégué à la Protection de la jeunesse, Gilles Baril, a consenti une subvention de 20 000 \$ à l'organisme SAFERA pour son travail de prévention du SAF.

On peut joindre M. Roy ou sa conjointe Louise Loubier-Morin au 882-2488, code régional 418.

L'automne 1999 affiche déjà ses couleurs... dans nos magnifiques collections maintenant en magasin.

Tout y est! À vous le premier choix!

**Simone Paris**  
LE PRÊT-À-RAVIR  
2646, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (près de l'hôpital Laval)  
656-1902

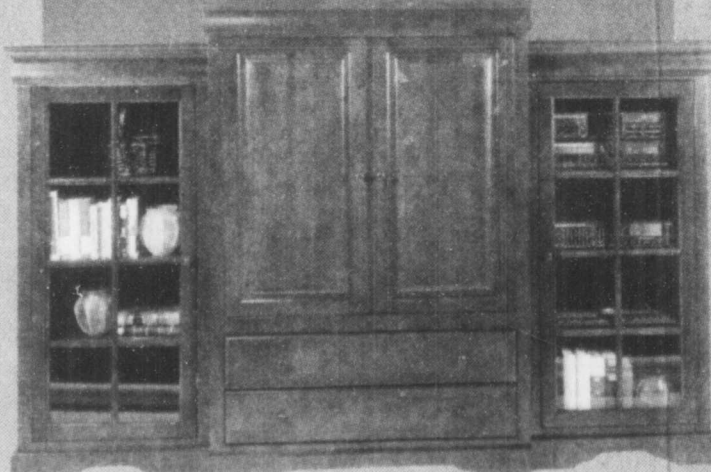
# GRAND SOLDÉ SEMI-ANNUEL



Canapé 2 places, texturé à motifs floraux

995 \$

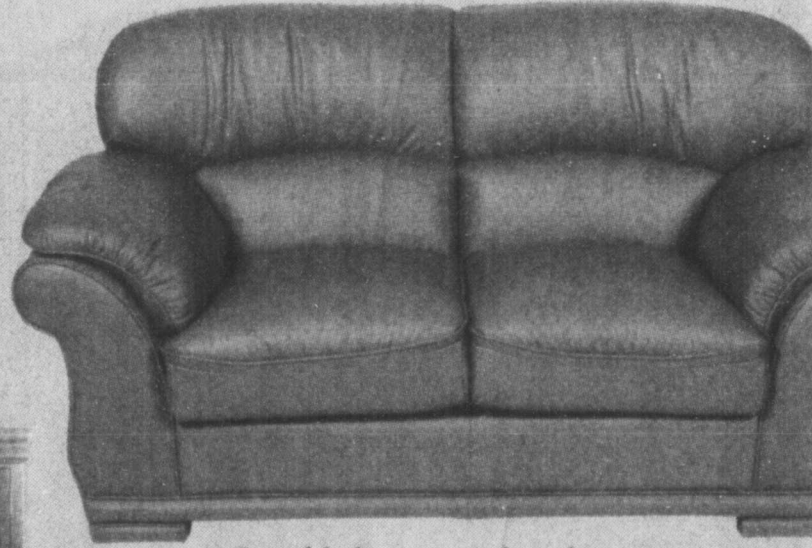
Canapé 3 places: 1195 \$  
Choix de garnissages moyennant un supplément.



Élément audio vidéo en érable teint

2245 \$

Choix de finitions.



Canapé 2 places en cuir de couleur cognac

1995 \$



Lit grand format à caisson en érable d'inspiration Louis-Philippe.

1195 \$

Choix de finitions.



Fauteuil LA-Z-BOY® à partir de

595 \$



Ensemble de salle à manger d'inspiration Louis-Philippe, en érable. La table et 4 chaises.

1895 \$

Choix de finitions.



\* Septembre 2000.  
Conditionnel à l'approbation du crédit. Acompte 30 %.  
Conditions en magasin.

CLASSIQUE  
1215, boul. Charest O.  
Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN  
18, rue Courcellette  
Québec, 681-0171

**LA GALERIE DU MEUBLE**

DÉCORATION INTÉRIEURE

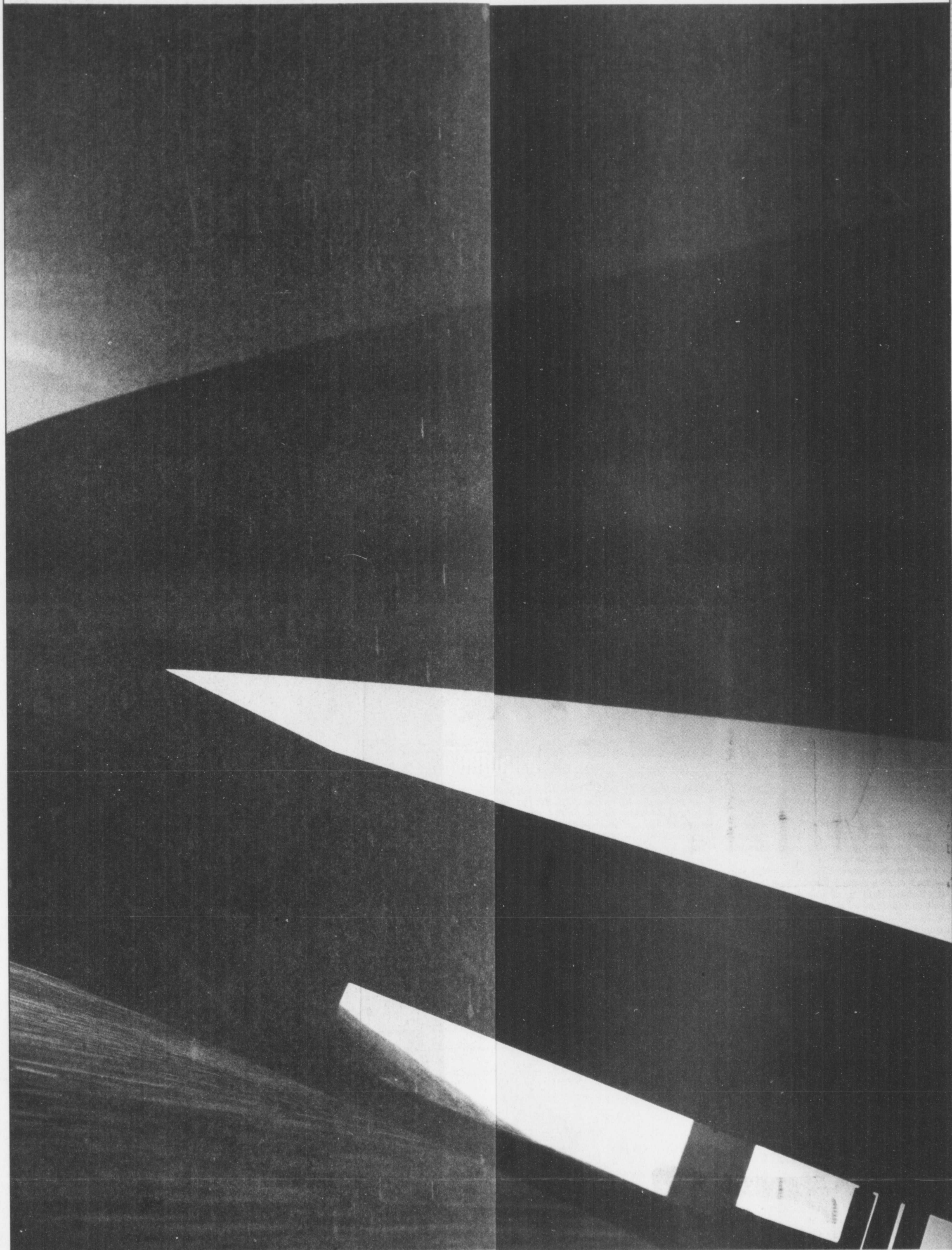
ROCHE BOBOIS  
9, rue Courcellette  
Québec, 681-4101

RIVE-SUD  
170, rte Kennedy  
Lévis, 838-9982

www.lagaleriesdumeuble.com • 1 800 463-2277  
Heures d'ouverture: Lundi au mercredi 9h à 17h30. Jeudi et vendredi 9h à 21h. Samedi 9h à 17h. Dimanche 12h à 17h.  
Certains articles présentés sont en quantités limitées et peuvent différer d'un magasin à l'autre.

Se termine dimanche le 12 septembre 99

De quoi vous mettre  
le vent dans les voiles !



 **TOYOTA**  
1 888 TOYOTA-8 ♦ www.toyota.ca

Le nouveau moteur VVT-i<sup>+</sup> plus puissant de la Corolla.



*Larguez les amarres ! Grâce à la puissance de son tout nouveau moteur VVT-i<sup>+</sup> de 16 soupapes et 125 chevaux, la Corolla 2000 vous met le vent dans les voiles.*

*L'avantage de ce moteur révolutionnaire est qu'il est si économique que vous voudrez vous laisser emporter par le vent sans vous arrêter aux pompes à essence.*

**La Corolla est loin de se comporter comme une voiture familiale.**

**TOYOTA**

1 888 TOYOTA-8 ♦ www.toyota.ca



Votre concessionnaire Toyota est fier de commanditer les Jeux olympiques spéciaux canadiens. \*Système de distribution à calage variable intelligent : Système breveté de Toyota qui régularise de façon continue le calage de distribution pour optimiser les performances et l'économie d'essence tout en réduisant les émissions de gaz d'échappement.

# LE QUÉBEC LE CANADA

## Un rôle très limité pour le Canada au Timor Les troupes sont déjà fort sollicitées au Kosovo, en Bosnie et au pays

RAYMOND GIROUX  
Le Soleil

OTTAWA — Le Canada tente de générer un consensus pour assurer une intervention internationale au Timor oriental, mais le pays lui-même ne peut jouer qu'un rôle très limité au plan militaire, a confirmé hier le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, dans un point de presse téléphonique depuis Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Le ministère de la Défense nationale n'a de son côté pas répondu aux questions du SOLEIL sur le nombre de militaires disponibles à court et moyen terme pour une nouvelle mission. Bosnie, Kosovo et bogue de l'an 2000 étirent présentement au maximum les capacités d'intervention des Forces canadiennes.

Le pays est prêt à participer à toute action, surtout au plan humanitaire, mais M. Axworthy juge la situation extrêmement compliquée, d'au-

tant plus que le temps court très vite. « Il y a 26000 soldats indonésiens sur place, qui peuvent riposter à une intervention internationale », a-t-il lancé sur un ton quelque peu désespéré.

Si le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande souhaitent une intervention, les pays voisins de l'Indonésie se montrent plus craintifs: à peine 15 des 23 membres du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) présentement réunis en Nouvelle-Zélande participaient, hier soir, à une rencontre extraordinaire sur la question, dans ce que le ministre considère comme la première étape d'une démarche à plusieurs volets.

L'Indonésie, a pourtant dit le ministre, viole ses engagements d'assurer la sécurité publique au Timor oriental jusqu'à la fin du processus référendaire, soit l'acceptation par le Parlement de Djakarta des résultats clairs du référendum du 30 août dernier, soit 78% en faveur de l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise an-

nexée de force par l'Indonésie en 1975.

Le Canada s'interroge d'ailleurs sur la capacité du président Jusuh Habibie de contrôler les divers éléments de son pays, armée et milices semblant rouler à leur propre compte. Le premier ministre Jean Chrétien tenait plus tôt hier des propos semblables à ceux de son ministre sur la complexité de la situation.

« L'opinion publique est alertée, a dit M. Chrétien, et les choses devront se tasser sinon la communauté internationale devra intervenir directement ». Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et toute action, confirme le gouvernement canadien, devra venir du Conseil de sécurité des Nations unies, dont une délégation devra faire rapport de sa visite à Djakarta incessamment. Le Canada, tout comme les autres membres de l'APEC, ne fera aucun geste unilatéral, a dit le premier ministre.

La situation diplomatique ne pouvant débloquer avant la fin de semaine, M. Axworthy

craint effectivement que toute intervention survenue trop tard. Il se passe là un véritable « nettoyage politique », a-t-il dit, et la situation se détériore d'autant plus que les Nations unies ont décidé de retirer leurs envoyés pour cause d'insécurité.

Tout se passe comme si des éléments indonésiens armés avaient décidé de vider la région de ses 800 000 habitants le plus rapidement possible, tout en comptant sur le silence des voisins asiatiques et l'incapacité des Nations unies à s'entendre sur une intervention dans un pays de plus de 200 millions d'habitants.

Le président Habibie a de son côté décidé de ne pas participer au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'APEC, en fin de semaine, pour parer au plus urgent dans son propre pays. Cette crise chamboule les priorités de l'organisation, qui planche pour la première fois en ses dix ans d'existence sur des dossiers autres qu'économiques.

## Première immigrante gouverneure générale Adrienne Clarkson remplace LeBlanc

JENNIFER DITCHBURN  
Presse canadienne

OTTAWA — L'ex-journaliste et animatrice de la télévision Adrienne Clarkson est devenue hier la première immigrante à être nommée gouverneure générale du Canada.

Originaire de Hong Kong, où elle est née en 1939, elle deviendra officiellement représentante de la reine au Canada le 7 octobre. Elle a déclaré hier qu'elle acceptait ce rôle avec humilité et enthousiasme. « (...) Je suis la première immigrante (à accéder à ce poste). (...) Je pense que c'est un signe d'évolution très important pour le Canada », a-t-elle commenté.

Le premier ministre Jean Chrétien a indiqué que la nomination d'une immigrante chinoise à ce poste reflétait la diversité culturelle du Canada et démontrait que le pays a acquis de la maturité au cours des ans. « Ce qui est le plus important, a-t-il ajouté, c'est qu'elle aime son pays d'adoption et ses habitants. »

M<sup>me</sup> Clarkson recevra une rémunération annuelle de 102 000 \$ pour un poste auquel on reproche souvent d'accorder trop d'importance à l'apparat. Mais elle a indiqué clairement hier qu'elle n'avait aucunement l'intention de sacrifier ses opinions personnelles au protocole, ce qui risque de la distinguer de ses prédécesseurs.

« Le fait de ne pas se trouver mêlée quotidiennement à la vie politique n'empêche pas d'avoir des idées », a dit Mme Clarkson, qui n'a jamais hésité à critiquer le libre-échange et les compressions budgétaires à Radio-Canada.

M<sup>me</sup> Clarkson a également fait savoir qu'elle passerait plus de temps à la résidence du gouverneur général à la Citadelle de Québec, afin de renforcer les liens avec la communauté francophone.

L'ancienne journaliste est bilingue, et elle dit avoir passé sa vie à perfectionner son français parce qu'elle trouvait très important pour le pays qu'on y parle les deux langues. Dans le cadre de sa carrière à CBC, elle a présenté à plusieurs reprises des artistes francophones à des auditoires anglophones.

La nouvelle gouverneure générale était accompagnée hier de son mari, l'écrivain-philosophe John Ralston Saul. Ils se sont épousés cet été après 15 années de vie commune.

M. Saul a souligné que la nomination de sa femme à ce poste illustre combien « notre façon (au pays) d'envisager la vie de couple est devenue beaucoup plus intéressante et sophistiquée ».

Adrienne Clarkson, qui arriva au Canada en 1942 avec sa famille en qualité de réfugiée politique, est surtout connue au Canada pour sa car-



Adrienne Clarkson est née à Hong Kong.

rière à la télévision. Depuis 1965, elle a collaboré à des émissions telles que *Fifth Estate*, *Take Thirty* et *Adrienne Clarkson Presents*. Elle a également été la première déléguée générale de l'Ontario à Paris de 1982 à 1987.

Alors qu'elle était présidente du conseil au Musée canadien des civilisations, elle fut critiquée par des groupes de vétérans pour avoir accepté qu'une galerie de l'Holocauste soit aménagée au Musée canadien de la guerre.

La nomination de M<sup>me</sup> Clarkson a été applaudie par les politiciens de l'opposition, la communauté chinoise et les groupes de femmes, entre autres.

M. Roméo LeBlanc a tenu en fin de semaine sa dernière fonction officielle comme gouverneur général en accueillant le président français Jacques Chirac dans sa ville natale acadienne de Memramcook, au Nouveau-Brunswick.

## «Anachronique» Le Bloc québécois largue le dollar canadien

RAYMOND GIROUX  
Le Soleil

■ OTTAWA — Le Bloc québécois rompt avec le dollar canadien qui « prend des allures de plus en plus anachroniques, voire folkloriques », et choisit l'union monétaire nord-américaine une fois la souveraineté obtenue, que le Canada accepte ou non de s'y intégrer.

Ainsi s'envole un des piliers du volet association que véhicule la thèse souverainiste depuis la fondation du Parti québécois par René Lévesque, volet destiné à minimiser les risques de cette option aux yeux des électeurs des 30 dernières années.

Après quatre mois à peine de réflexion sur la question monétaire, le parti a en effet fait son lit en faveur d'une monnaie commune nord-américaine, dans un premier temps, puis d'une union monétaire des trois Amériques, sur un horizon plus lointain.

Le volet union monétaire de la proposition principale du parti, qui sera officiellement dévoilée dans le cadre du conseil général du BQ, à Trois-Rivières, cette fin de semaine, et dont LE SOLEIL a obtenu copie, contient dans sa version actuelle des passages très durs envers la monnaie canadienne.

Le texte sera peaufiné une dernière fois aujourd'hui avant d'être expédié aux délégués à pleine vapeur. Le vice-président du parti et responsable de la rédaction de la proposition principale, Pierre Paquette, n'a pas voulu commenter ces informations.

« L'économie du Québec, depuis 30 ans, a chèrement payé son appartenance à l'union monétaire canadienne et ses taux d'intérêts élevés qui visaient essentiellement à protéger l'économie ontarienne », écrivent les auteurs du document qui sera discuté dans les 75 associations de comté d'ici le congrès de janvier prochain.

« En éliminant la béquille que constitue une devise canadienne qui se dévalue doucement depuis 30 ans, les entreprises québécoises seraient beaucoup plus fortement incitées à investir dans l'accroissement de la productivité et de l'innovation ».

Les bloquistes craignent « la dollarisation (i.e. adoption pure et simple du dollar américain) de

l'Amérique latine, ce qui nous laisserait isolé face aux États-Unis lors d'éventuelles négociations à ce sujet ».

« L'intégration monétaire est dans l'air du temps », poursuit le document dans la foulée de la théorie des « fatalités » chère au ministre québécois des Finances, Bernard Landry, qui exprimait ainsi sa réaction positive à une étude de l'Institut C. D. Howe recommandant une union monétaire nord-américaine, en juin dernier.

La monnaie européenne unique provoquera, selon les penseurs du Bloc, un mouvement vers d'autres unions monétaires et moins de monnaies nationales.

« Le monde sera ainsi divisé en trois zones monétaires principales: la zone euro, la zone dollar et la zone yen, ajoutent-ils. Cet état de fait milite avec d'autant plus d'insistance pour qu'une éventuelle union monétaire continentale se réalise ».

En avril dernier, le document préparé par le chantier de réflexion sur la mondialisation, un des quatre groupes de travail mis sur pied par le BQ dans le cycle politique devant mener à l'élaboration d'un nouveau programme, se terminait

alors sur un point d'interrogation: « Comment le Québec devrait-il se positionner dans un tel débat? » Mais la nouvelle thèse jouissait déjà d'un préjugé favorable chez les militants.

La position canadienne, telle qu'exprimée par le ministre des Finances Paul Martin, le premier ministre Jean Chrétien et le président de la Banque

du Canada, a toujours été claire: le Canada doit conserver sa monnaie pour protéger sa souveraineté nationale.

Mais les souverainistes retrouvent dans leur camp les économistes Thomas Courchesne et Richard Harris, auteurs de l'étude de l'Institut C.D. Howe, qui invoquent l'urgence d'agir. Les lecteurs de la proposition du Bloc québécois y retrouveront essentiellement la même argumentation, notamment sur le cas de l'Argentine et du Mexique.

Les tenants de l'union monétaire s'appuient également sur une étude sénatoriale américaine de juillet dernier qui voyait pour la première fois d'un bon œil le phénomène de la dollarisation de certaines monnaies nationales, évoquant précisément les cas du Canada, du Mexique, du Brésil et même de la Russie.

L'étude prévoit des retombées positives autant pour les États-Unis que pour les pays qui feraient ce choix.

Un pilier du  
volet  
association  
vole en  
éclats

PLACE  
SteFoy



Le monde s'efface devant ceux qui sont uniques

# L'ÉTÉ EST FINI. ON S'EN BALANCE.



17 h      WATATATOW  
.....  
17 h 30    LES DÉTECTEURS  
              DE MENSONGES  
.....  
18 h      QUÉBEC CE SOIR  
.....  
19 h      VIRGINIE

ICI RADIO-CANADA



## IMMIGRANTS ILLÉGAUX Autre bateau en vue

VICTORIA (PC) — La marine canadienne suivait hier ce qu'elle croit être le cinquième navire d'immigrants illégaux à se présenter cet été au large des côtes de la Colombie-Britannique. Le navire « a certaines des caractéristiques d'un bateau servant au trafic d'immigrants — assez pour susciter nos soupçons », a dit le lieutenant-commander Chris Henderson.

Celui-ci a ajouté qu'il n'avait aucun indice de la direction du bateau ou de sa destination finale.

Les précédents bateaux d'immigrants en provenance de Chine sont entrés en eaux canadiennes près de la côte nord de Colombie-Britannique et de la côte nord de l'île de Vancouver.

Un porte-parole du ministère de l'Immigration, George Varnai, a indiqué que les autorités canadiennes n'ont pas juridiction en eaux internationales. Elles doivent attendre que le bateau atteigne les eaux canadiennes avant de l'intercepter. À ce moment, le processus normal d'Immigration Canada débute.

### DERBY LINE

Par ailleurs, les immigrants illégaux pris au poste frontalier de Derby Line sauront aujourd'hui la date du début de leur enquête de demande de statut officiel au pays.

Au terme de cette enquête de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, ces ressortissants sauront s'ils peuvent rester au pays ou s'ils seront expulsés vers leur pays d'origine, explique Rose Lise, du ministère de la Citoyenneté et Immigration du Canada. « En attendant, les gens sont toujours détenus, ajoute-t-elle. S'ils ne sont pas acceptés, ils devront quitter le pays. »

Vingt-neuf personnes, dont des ressortissants chinois et pakistanais, ont été interceptées vendredi au poste américain de Derby Line. Le chauffeur du camion a été arrêté et devra faire face à la justice américaine.

## SANTÉ Charest s'aligne sur Castonguay Un système public ouvert au privé

MICHEL HÉBERT  
Presse canadienne

■ PINE HILL — Jean Charest est d'accord avec le père de l'assurance-maladie, Claude Castonguay. Il soutient que le système de santé québécois doit rester public, mais devrait permettre au secteur privé d'y jouer un rôle complémentaire.

Témoignant hier devant la Cour supérieure dans la cause du médecin Jacques Chaoulli qui tente d'ouvrir la porte du système de santé au secteur privé, M. Castonguay a rejeté tout scénario qui privatiserait le réseau actuel acquis de longue lutte par les Québécois.

Mais M. Castonguay admet que les actuels problèmes dans la santé nécessitent un nouveau partenariat avec les médecins.

« Le gouvernement a l'obligation de conclure une nouvelle entente avec la profession médicale de manière à permettre un meilleur accès au réseau à la population, ce qui n'est pas le cas actuellement », a déclaré, en substance, M. Castonguay à sa sortie du palais de justice de Montréal, hier.

Le docteur Jacques Chaoulli prétend que le « monopole de l'État » freine l'accès aux soins à la population. Il tente de faire invalider les articles de la Loi sur l'assurance-maladie et de la Loi sur l'assurance-hospitalisation de manière à permettre la souscription à des assurances privées portant sur des services médicaux et hospitaliers.

Sur le fond, le chef libéral est d'accord mais les moyens utilisés par le docteur Chaoulli l'incitent à la réserve.

« Le système de santé du Québec doit être public, accessible à toute la population du Québec, un système à une vitesse, et à pleine vitesse, ça veut dire oui à un rôle pour le privé dans le cadre public », a déclaré Jean Charest, lors d'un point de presse, à Pine Hill, dans les Laurentides, où il a réuni ses députés depuis deux jours.

Selon lui, sans privatiser totalement le réseau, il y aurait moyen d'établir « un système cohérent où les cliniques (privées), les urgences et les CLSC peuvent jouer un rôle ».

Dans cet esprit, si la loi doit être modifiée, elle devrait préserver les valeurs sur lesquelles est fondé le réseau de la santé, à savoir l'accessibilité et l'universalité des soins.

Le chef libéral prédit que, d'ici quelques années, le réseau sera confronté à une véritable crise. Le nombre de personnes âgées augmente sans cesse et placera le système de santé dans une situation intolérable.

« Mais on a un gouvernement qui gouverne par impulsion, pour équilibrer le budget, ils étaient prêts à tout casser pour s'y rendre, incluant le système de santé qui est en état de crise permanente ».

« La situation est grave et s'aggrave constamment, mais je ne constate aucune espèce de planification de la part du gouvernement », a-t-il déploré en signalant les actuelles lacunes dans les services offerts aux personnes âgées dans les centres d'hébergement de soins de longue durée.



Bientôt une crise, selon Jean Charest.

## MONTRÉAL Des primes pour les infirmières

MONTRÉAL (PC) — Pour tenter de combler la pénurie d'infirmières qui l'empêche de fonctionner normalement la fin de semaine, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) a décidé de verser des primes à certaines infirmières.

Le directeur des communications du CHUM, Charles Meunier, a confirmé hier que les infirmières qui travaillent normalement du lundi au vendredi recevront dorénavant une prime de 11 \$ par jour de travail, y compris les jours de semaine, si elles acceptent de faire des heures supplémentaires la fin de semaine. « C'est une mesure exceptionnelle et temporaire, qui a commencé cette semaine et ne dépassera pas le 31 octobre prochain », a-t-il indiqué.

Concrètement, une infirmière qui effectue ses quarts de travail réguliers recevra un boni de 66 \$ si elle accepte de travailler un jour de week-end, et de 77 \$ si elle travaille les deux jours. Les infirmières, a expliqué M. Meunier, sont réputées être en disponibilité, ce qui leur donne droit à la prime.

Il y a deux semaines, le sous-ministre de la Santé, Pierre Roy, avait écrit aux dirigeants de tous les hôpitaux pour les mettre en garde contre la tentation d'offrir à leurs infirmières de meilleures conditions salariales que ce que prévoit la convention collective. Le Centre hospitalier régional de Lanaudière, notamment, avait fait connaître son intention de verser des primes non inscrites dans le contrat de travail.

Le CHUM a toutefois pris la précaution de faire approuver sa solution par Québec, a indiqué le directeur des communications du ministère de la Santé, Laurent Émond.

## PHARMACIENS Les négos reprendront

MONTRÉAL (PC) — Au lendemain d'une rencontre exploratoire prometteuse avec les émissaires du gouvernement Bouchard, les pharmaciens des établissements de santé ont annoncé hier qu'ils reprendraient sous peu les négociations avec Québec.

Selon l'Association des pharmaciens des établissements de santé (APES), qui négocie le renouvellement d'une entente collective échue depuis 1995, Québec s'est montré prêt à discuter de la question du manque d'effectif et des éléments normatifs toujours en suspens, tout en se disant d'accord pour rechercher des pistes de solution dans le dossier salarial.

« Je pense qu'ils ont noté l'ouverture manifestée par l'Association quant au caractère négociable du rattrapage de 17 % que nous réclamons », a indiqué la directrice générale de l'APES, Mannon Lambert.

La date de la prochaine rencontre entre les parties n'a pas encore été fixée, les dirigeants de l'APES devant d'abord déterminer leur stratégie de négociations, a-t-elle précisé. « Mais ce sera dans quelques semaines au maximum, on veut régler ce dossier au plus vite. »

L'APES, qui regroupe un millier de pharmaciens travaillant dans 250 hôpitaux et CLSC, s'est plié lundi à l'ordonnance rendue la semaine dernière par le Conseil des services essentiels, qui lui ordonnait de retirer son mot d'ordre de démission. Plus de 90 % des membres de l'APES devaient quitter leurs fonctions mardi.

Les pharmaciens réclament un traitement identique à celui des biochimistes cliniques.

## ALPHABÉTISATION Des démunis victimes des coupes

MONTRÉAL (PC) — « Madame la Ministre, je bezoin l'argent continue mes etud. »

De telles missives, rédigées par des analphabètes, la ministre d'État au Travail et à l'Emploi, Diane Lemieux, risque d'en recevoir plusieurs cette semaine. Et si rien n'est fait, l'espoir d'avoir bientôt sous les yeux des messages écrits dans un français impeccable demeure bien faible, selon le Regroupement pour la formation des sous-scolarisés.

Hier, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, ce regroupement a tenu à dénoncer haut et fort les récentes compressions imposées par le gouvernement qui font en sorte que bien des démunis qui aimeraient apprendre à lire et à écrire ne le peuvent plus. Non pas faute de motivation ou de personnel dans les centres d'alphabétisation. Mais plutôt parce que, mesures d'austérité obligent, la majorité des gens qui, en juin, suivaient un programme d'alphabétisation, n'ont plus droit à un supplément de revenu et à des allocations de formation. Ces sommes leur permettaient entre autres d'assumer des frais de garderie et de transport. Résultat : les plus démunis sont contraints d'abandonner leurs cours.

Autre problème : les Centres locaux d'emploi (CLE) accordent depuis peu un maximum de 12 mois consécutifs de formation à une personne analphabète — et ce, même si le ministère de l'Éducation évalue que trois ans et demi seraient nécessaires. « On a là deux ministères qui se contredisent ! Il n'y a aucune cohérence », déplore Claude Ampleman, directrice générale du Centre de ressources éducatives et communautaires d'Achamps (CRECA).

Selon elle, le délai d'un an est tout à fait irréaliste. Surtout quand on tient compte du fait que bien des analphabètes ont quitté l'école depuis 15 ou 20 ans et doivent pratiquement repartir à zéro. « Passer du premier cycle du primaire au niveau de secondaire 3 en 12 mois, c'est un défi insurmontable pour les personnes analphabètes et sous-scolarisées. »

Fait inquiétant, les analphabètes sont de plus en plus jeunes, souligne Claudette Lavoie, du Pavillon d'éducation communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

**L'impressionnante**  
**GAOO**  
NOUVEAU MODÈLE

**Panasonic**  
Le Roi de l'Image

- Télévision 27 pouces Ultra Plat GAOO de PANASONIC
- L'écran noir améliore le contraste de 40 % et les reflets de côté
- Entrée audio vidéo
- Entrée S-VHS
- Sortie audio variable
- Image sur image

**899\$**

**Eriq Rösler**

Voilà une belle occasion pour terminer l'année en beauté et célébrer l'arrivée du nouveau millénaire en toute simplicité. Passez à travers le temps avec raffinement. Offrez-vous mesdames une visite, elle vous éblouira. Un seul nom à retenir Boutique Lucette Lamontagne

Toutes taxes incluses. Tailles 4 à 24.

Ouvert le dimanche à partir du 12 septembre de 12h à 17h

**LUCETTE LA MONTAGNE**  
Boutique

833, avenue Myrand, Sainte-Foy  
**681-0249**

**Panasonic**

**DVD VIDEO**

- Lecteur DVD avec bloc optique holographique exclusif à double focalisation
- Décodeur vidéo numérique MPEG-2, 10 bits, convertisseur numérique/analogique.
- Audio 24 bits, sortie audio Dolby Prêt pour AC-3/DTS, lecture de DVD/CD, vidéo/CD.
- Sorties composantes (Y/B/R)

**499\$**

QUÉBEC, 840 rue Bouvier  
627-0840  
www.clefsdesol.qc.ca

DONNACONA 285-4535  
ET CERTAINS MARCHANDS AFFILIÉS  
www.clefsdesol.qc.ca

**La clef de sol**

**Elantra 99**

**LIQUIDATION FINALE**

**229\$** Quantité limitée

PAR MOIS / 48 MOIS  
Garantie du groupe motopropulseur de 5 ans / 100 000 km.  
0\$ de comptant

Transport et préparation inclus

**LESSARD**  
HYUNDAI

Lauréat du PRIX D'EXCELLENCE pour la 4e année

659, Boul. St-Joseph, Québec  
623-5471

Pièces et service ouvert le soir jusqu'à 21h.

**0% D'INTÉRÊT À L'ACHAT** 36 MOIS

Basé sur le programme Des Services Financiers Hyundai seulement. Offre en vigueur jusqu'au 30 septembre 1999. Modèle Elantra 1999. P.D.P.F. à partir de 14 595\$. Taux d'intérêt de 0,75%. Terme de 48 mois à 229\$ par mois, sans obligation au terme du contrat de location. Kilométrage annuel de 20 000 km. Frais de 10¢ le kilomètre excédentaire. Aucun comptant. Frais d'administration de 295\$ à la location, en sus. Transport et préparation inclus. Première mensualité exigible à la livraison. Sous réserve de l'approbation du service du crédit. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.

HYUNDAI  
UNE ÈRE NOUVELLE

## EMPLOI QUÉBEC

## Harel devrait répondre de ses décisions passées

Charest juge qu'il serait trop simple de sacrifier Diane Lemieux

PINE HILL (PC) — Il serait trop facile de demander la tête de Diane Lemieux pour les actuels déboires d'Emploi Québec.

Ce serait d'ailleurs inutile puisque, selon Jean Charest, M<sup>me</sup> Lemieux sera bientôt « sacrifiée » par le premier ministre Lucien Bouchard, qui voudra bientôt mettre un point final à la controverse. Le chef du PLQ soutient que d'autres, le premier ministre lui-même, et, surtout, la ministre Louise Harel, responsable de la main-d'œuvre jusqu'à tout récemment, devraient répondre de leurs décisions passées.

Il a rappelé que M<sup>me</sup> Harel était aux premières loges, aux côtés de Lucien Bouchard, lorsque le Québec a rapatrié d'Ottawa toutes les responsabilités de la main-d'œuvre actuellement sous l'égide d'Emploi Québec.

Actuellement ministre de la Métropole, M<sup>me</sup> Harel était titulaire de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces deux ministères ont été scindés après les élections de 1998 et sont étrangement tous les deux impliqués dans le tumulte provoqué par Emploi Québec. Les budgets de cet organisme, défoncés l'an dernier, semblent toujours insuffisants.

Même si les problèmes d'Emploi Québec perdurent, Jean Charest ne demande pas, comme l'a fait le chef de l'Action démocratique Mario Dumont, la démission de Diane Lemieux. Il juge que

c'est inutile, M<sup>me</sup> Lemieux ayant déjà été « isolée », voire « sacrifiée ».

« Ma crainte, a-t-il dit, c'est que Lucien Bouchard a largué Diane Lemieux pour sauver les carrières des autres membres de son gouvernement qui ont des comptes à rendre dans le cas d'Emploi Québec. M. Charest croit que le gouvernement utilisera « cette tactique-là dans le but de cacher la vérité et les vraies décisions prises avant que M<sup>me</sup> Lemieux arrive ». Elle a été nommée ministre du Travail au début de cette année. À deux reprises, elle a dû réallouer les budgets d'Emploi Québec pour combler les enveloppes destinées à des programmes de formation.

Critique libérale en matière de sécurité du revenu, Nicole Loiselle, ne comprend pas que Diane Lemieux et André Boisclair (Solidarité sociale) puissent être constamment à cours d'argent.

« Boisclair est aussi perdu que la ministre Lemieux. Il annonçait il y a trois semaines qu'il y avait 395 200 ménages à l'aide sociale, et là, woups! Il dit qu'on est rendus à plus de 400 000 et qu'il y a un trou de 40 millions \$ », a-t-elle lancé. La députée de Saint-Henri Sainte-Anne a rappelé que le gouvernement avait coupé 340 millions \$ dans l'aide sociale et que la baisse du nombre de prestataires lui avait fait économiser encore 200 millions \$. Selon elle, une part de ces sommes devrait logiquement retourner aux plus démunis.



PC

Plusieurs centaines de personnes ont assisté, hier, à la cérémonie en l'église Thomas More de Verdun, le quartier ouvrier que l'ex-ministre libéral Bryce Mackasey a représenté pendant des années à Ottawa. Décédé dimanche dernier à l'âge de 78 ans, M. Mackasey a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1962, puis réélu à cinq reprises.

## ENVIRONNEMENT

## Le Sénat retarde le projet de loi

OTTAWA (PC) — Des sénateurs conservateurs ont une fois de plus réussi hier à retarder, au grand dam du gouvernement, l'adoption du projet de Loi canadienne sur la protection de l'environnement.

Exploitant une erreur technique dans une motion libérale, les membres conservateurs du comité sénatorial sur l'énergie et l'environnement ont refusé de transmettre en lecture finale au Sénat son rapport sur le projet de loi C-32. Ils ont également rappelé que, selon eux, la loi avait fait l'objet d'un examen expéditif. « Il est absolument évident que nous n'avons pas entendu tous les témoins », a déclaré la sénatrice conservatrice Mira Spivak.

Les groupes environnementalistes se sont félicités de l'intervention des conservateurs et ont dit souhaiter le rejet du projet de loi C-32.

Les critiques estiment qu'il dilue les exigences en matière d'élimination des produits chimiques toxiques, néglige la protection de la santé des enfants et sape le pouvoir des ministres de la Santé et de l'Environnement.

## Le toit du Stade coule

La Régie des installations olympiques (RIO) a minimisé hier les fuites d'eau décelées le long des poutrelles qui soutiennent le toit du stade. Des sections complètes ont dû être fermées mardi lors du match qui opposait les Expos aux Rockies du Colorado. Brigitte Tremblay, porte-parole de la RIO, a tenu à préciser que cette fois ce n'est pas la toile de Birdair qui est en cause mais la toiture métallique, vieille de 23 ans. M<sup>me</sup> Tremblay a ajouté que cette toiture doit être réparée l'été prochain au coût de quatre millions de dollars. La RIO a aussi ajouté qu'aucune activité prévue cet automne au stade ne sera affectée par ce nouvel incident. D'ici les travaux majeurs de l'été prochain, la Régie va s'assurer que les infiltrations d'eau soient colmatées de façon temporaire. Lors de la partie des Expos, mardi soir, d'importantes quantités d'eau ont coulé des fissures de la structure métallique, ce qui a provoqué la fermeture de quatre sections dans les estrades. Les préposés à la sécurité ont dû placer des seaux pour éviter les accumulations

dans les rampes d'accès et près de la rotonde, à la suite d'une averse qui a laissé 22 millimètres d'eau en 90 minutes sur l'est de la ville. (PC)

## Marcel Massé sur le point de quitter

Le député libéral de Hull-Aylmer et ex-président du Conseil du trésor, Marcel Massé, quittera son poste à la Chambre des communes, au cours des prochains mois. Selon le quotidien *Le Droit*, M. Massé en ferait l'annonce aujourd'hui ou demain, en conférence de presse. Le député de Hull-Aylmer avait annoncé, plus tôt cet été, qu'il abandonnait son poste de président du Conseil du trésor. Il avait alors invoqué des raisons de santé pour justifier son départ du cabinet de Jean Chrétien. L'ancien haut fonctionnaire mettra donc un terme aux spéculations qui allaient bon train depuis le début de l'été. La rumeur l'envoie maintenant dans un poste diplomatique à la Banque mondiale, à Washington. (PC)

# MAUDE

e c c e t e r a



Je suis belle  
Je suis intelligente  
Je suis intéressante  
Je suis une taille 14 - 16 - 18 - 20.

Je m'habille à la  
nouvelle boutique  
de collections internationales  
en tailles supérieures.

Lise Laforge, directrice

144037

PLACE DE LA CITÉ

6 5 8 - 2 8 7 4

# LÉO EST AUX ANGES.



UNE NOUVELLE SAISON DE  
LA PART  
DES ANGES  
CE SOIR **20h**

Auteure : Sylvie Payette • Réalisation : Richard Lalumière et Stephan Joly

ICI RADIO-CANADA



RÉSEAU DE PROSTITUTION  
Nouveaux témoignages

Deux autres jeunes femmes ont témoigné hier contre les quatre hommes et la femme accusés d'avoir dirigé un réseau de prostitution, confirmant certains éléments du témoignage rendu la veille par la première plaignante. Les deux ont aussi dit avoir été recrutées d'abord comme « blondes » d'un des quatre accusés; puis, ceux-ci les ont contraintes à danser nues et à se prostituer au sein d'une agence d'escortes où elles étaient exploitées. On les tenait sous l'influence du groupe en les menaçant. Les cinq accusés sont Bélande Thadal, 24 ans, qui serait le chef du clan, Stevenson Adonis, 21 ans, Pascal Almonay, 22 ans, Kelly Bienvena, 20 ans, et Mélissa Thibault Lachance, 21 ans. Ils font face à des accusations de proxénitisme et, sous diverses formes, de violence. (PC)

CRACHATS D'UN SIDATIQUE  
Deux policiers menacés

Les deux policiers trifluviens victimes des crachats d'un sidatique, le 9 juin, courent un risque sur mille de contracter le virus du sida. C'est ce qu'a affirmé, hier, le Dr Monique Goyette, spécialiste du traitement des

maladies infectieuses. Le Dr Goyette témoignait à l'enquête préliminaire de Michael Stankevitch, un individu de 39 ans qui, le 9 juin, aurait craché de la salive infectée de sang au visage des policiers Serge Provencher et Jean Désilets de la Sécurité publique de Trois-Rivières, alors qu'il était hospitalisé au pavillon Saint-Joseph du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières. Les deux policiers devaient assurer la surveillance du prévenu pendant son hospitalisation. C'est en tentant de remettre en place une sangle de cuir qui retenait un poignet du prévenu que celui-ci leur aurait craché au visage. (PC)

Chaud Canada!

Le Canada connaît depuis plus de deux ans des températures constamment au-dessus de la normale, selon des données rendues publiques hier par le ministère canadien de l'Environnement. Durant neuf saisons consécutives, soit depuis l'été 1997, les températures ont dépassé au Canada la moyenne établie sur les 52 dernières années. L'été 1999 se classe seulement au 15<sup>e</sup> rang des périodes estivales les plus chaudes au Canada, avec 0,6 degré Celsius de plus que la normale. En revanche, les régions de l'Est du Canada ont connu de juin à août 1999 les températures les plus chaudes jamais observées en 52 ans, avec 1,7 degré Celsius au-dessus de la normale. (AFP)

SCANDALE DES VIGNETTES  
DE STATIONNEMENT À MONTRÉAL  
Suspensions écourtées

MONTRÉAL (PC) — La Ville de Montréal a imposé des sanctions disciplinaires excessives et exagérées aux 74 agents de stationnement suspendus il y a un an relativement au réseau illégal de vignettes VIP. L'arbitre de grief François Hamelin a ramené à deux semaines les suspensions de trois mois imposées aux fonctionnaires.

La sentence arbitrale est tombée hier alors que le maire de Montréal, Pierre Bourque, était mis dans l'embarras lors de son témoignage devant la Commission municipale du Québec qui entend la plainte des dix cadres congédiés dans ce dossier des vignettes.

Cette cause, bien qu'intimement liée à celle des agents de stationnement, se déroule en parallèle depuis janvier dernier.

Dans l'immédiat, la Ville devra rembourser ses employés pour les pertes de salaire subies, soit deux semaines. En effet, après avoir effectué un mois de leur suspension, les 74 agents avaient repris le travail.

Le réseau permettait aux détenteurs de vignettes accolées à leur voiture de stationner dans des zones interdites sans avoir de contravention. Le scandale a éclaté en pleine campagne électorale.

M<sup>r</sup> Hamelin évalue que l'abus de confiance dont ce sont rendus coupables les fonctionnaires ne visait pas à priver la Ville de Montréal de revenus ou d'octroyer des privilèges au détriment des citoyens.

« Leur faute est plutôt le fait d'une erreur de jugement en ce sens qu'ils agissaient de la sorte afin d'éviter toute relation conflictuelle avec les policiers de la CUM et ainsi s'assurer leur prompt collaboration en cas d'incidents violents avec des citoyens. Bref, s'il est vrai qu'ils se sont rendus coupables d'une faute grave en participant activement au maintien du système de vignettes, les agents de stationnement n'étaient en revanche animés d'aucune intention frauduleuse ou malveillante », écrit-il dans sa décision de 30 pages.

Schreiber parle

Karlheinz Schreiber, l'un des personnages clés de l'affaire Airbus qui tente d'éviter l'extradition vers son pays d'origine, l'Allemagne, a livré hier un discours impromptu à l'extérieur du palais de justice, après avoir été libéré en échange d'une caution de 1,2 million \$. Accompagné de son avocat, Edward Greenspan, l'homme d'affaires a été pris d'assaut par une armée de caméras et de micros. « Le moment est venu où toutes ces choses qui m'entourent doi-

vent être clarifiées », a-t-il déclaré. M. Schreiber a été arrêté à la demande des autorités allemandes, qui enquêtent sur des allégations selon lesquelles il aurait omis de verser au fisc plus de 25 millions de marks allemands (environ 20,8 millions \$). M. Schreiber croit que la police se laisse influencer indûment par les intérêts étrangers. « Je pense que certaines personnes en Europe abusent du gouvernement canadien et de la GRC », a-t-il déclaré sans donner plus de précisions. M. Schreiber soutient qu'aucune accusation n'a été portée contre lui. (PC)

FERMETURE

RABAIS SUPPLÉMENTAIRES  
SUR TOUTE LA MARCHANDISE

30% - 50%  
DE RABAIS  
SUR LE PLUS  
BAS PRIX  
ÉTIQUETÉ

LIQUIDATION TOTALE

INCROYABLE!  
ÉPARGNEZ  
MAINTENANT  
40%  
DE RABAIS

TOUS LES JEANS EN DENIM

LEVIS, LEE, CALVIN KLEIN, POLO,  
NAUTICA, BIG STAR ET PLUS!

TOUTES LES CHAUSSURES

POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS  
NINE WEST, TIMBERLAND, ROCKPORT ET PLUS!

TOUS LES ÉDREDONS

WAMSUTTA, SPRINGMAID, NAUTICA,  
RALPH LAUREN ET PLUS!

\* À L'EXCEPTION DES PRODUITS DE BEAUTÉ ET PARFUMS,  
CONCESSIONS, RESTAURANT ET SERVICES.



TOUS LES MAGASINS

Nous acceptons les cartes Visa, MasterCard, Eaton, Interac et American Express. Désolé, pas de chèques.

TOUTE VENTE FINALE. AUCUN REMBOURSEMENT NI ÉCHANGE.  
Les dollars de remise mensuelles, certificats Visa, coupons de cartes Eaton et autres coupons ne sont plus acceptés.

Josée Laurent toujours en fête!

10<sup>e</sup> anniversaire

Soyez l'une des deux clientes chanceuses à mériter une garde-robe d'une valeur de 5000\$

Une chance de gagner avec tout achat de 500\$ de vêtements à prix courant, avant taxes.

Tirage le 15 octobre.

L'expression parfaite de l'élégance

Boutique  
**JOSÉE LAURENT**  
Place Ste-Foy 654-1388

SAINT HILAIRE Donna  
JOBIS HUCKE STEINBOCK

LA RENTRÉE APPROCHÉE!

intel inside pentium!!!

<p>APRÈS LES CLASSES</p> <p>Inclus moniteur 15"</p> <p>CP9-B-2-400-02</p>	<p>SPECIFICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>64 Mo PC100 de Mémoire</li> <li>Disque Dur 4.3 Go</li> <li>Lecteur CD-ROM 40X (Max.)</li> <li>Modem 56K V.90</li> <li>Souris Zoltrix Internet</li> <li>Moniteur 15"</li> <li>HP 694C</li> <li>2 Ports USB</li> </ul>	<p>CHIPS • 2 400</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intel® Pentium® II processeur</li> </ul> <p>\$1319</p> <p>-\$20 (Après Remboursement Postal)</p> <p>\$1299 Cartouche Couleur Gratuite</p>
<p>POUR LES DEVOIRS</p> <p>Inclus moniteur 17"</p> <p>CP9-B-3-450-03</p>	<p>SPECIFICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>64 Mo PC100 de Mémoire</li> <li>Disque Dur 8.4 Go</li> <li>Lecteur CD-ROM 40X (Max.)</li> <li>Modem 56K V.90</li> <li>Souris Zoltrix Internet</li> <li>Moniteur 17"</li> <li>HP 694C</li> <li>2 Ports USB</li> </ul>	<p>CHIPS • 3 450</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intel® Pentium® III processeur</li> </ul> <p>\$1599</p> <p>-\$20 (Après Remboursement Postal)</p> <p>\$1579 Cartouche Couleur Gratuite</p>
<p>AIDES POUR L'ÉTUDIANT</p> <p>Inclus moniteur 17"</p> <p>CP9-A-1-500-04</p>	<p>SPECIFICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>64 Mo PC100 de Mémoire</li> <li>Disque Dur 8.4 Go</li> <li>Lecteur DVD ROM 6X (max)</li> <li>4 Haut Parleurs Ambiphoniques &amp; Subwoofer 300W</li> <li>Vidéo AGP 8Mo ATI</li> <li>Modem 56K V.90 PCI</li> <li>Souris Zoltrix Internet</li> <li>Moniteur 17"</li> </ul>	<p>CHIPS C • 500</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intel® Celeron™ processeur</li> </ul> <p>\$1599</p> <p>-\$50 (Après Remboursement Postal)</p> <p>\$1549</p>
<p>PETITES ENTREPRISES</p> <p>Inclus moniteur 17"</p> <p>CP9-B-3-500-06</p>	<p>SPECIFICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>128 Mo PC100 de Mémoire</li> <li>Disque Dur 10.2 Go</li> <li>Lecteur DVD ROM 6X (max)</li> <li>4 Haut Parleurs Cambridge Ambiphoniques</li> <li>AGP TNT NVIDIA 16 Mo</li> <li>Modem 56K V.90 PCI</li> <li>Souris Microsoft</li> <li>Moniteur 17"</li> </ul>	<p>CHIPS • 3 500</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intel® Pentium® III processeur</li> </ul> <p>\$1999</p> <p>-\$50 (Après Remboursement Postal)</p> <p>\$1949 TV Tuner Gratuit</p>

Caractéristiques en Commun: • Clavier Windows • Son 3D Ambiphonique • Windows 98 (avec CD)

Augmentation

- Scanneur Canon FB320 ..... \$139
- Canon BJC 2000 ..... \$179 (avec \$20 Remboursement Postal)
- HP 694c ..... \$229
- OMEGA Zip Drive ..... \$99
- Diamond Monster Fusion 16 Mo AGP ..... \$149

2646 Chemin Ste-Foy Ste-Foy, Québec Téléphone: 418-653-9995

PC TRONIC

Chemin Ste-Foy 2646

Aut. Du Vallon Aut. Du L'Église Aut. Henry IV

1438169

CPC-0902

## LE MONDE

TIMOR ORIENTAL

## L'ONU baisse les bras

■ DILI, Indonésie (d'après AP et AFP) — L'ONU baisse les bras au Timor oriental. Assiégée par les forces indonésiennes, elle devait procéder hier à l'évacuation de son quartier général de Dili, la capitale de l'ancienne colonie portugaise, abandonnant du même coup ses efforts pour conduire le territoire vers l'indépendance. L'opération a finalement été remise à demain.

Selon un porte-parole de l'ONU sur place, Brian Kelly, 206 employés internationaux et 167 Timorais travaillant pour l'organisation ainsi que les membres de leur famille seront ainsi évacués.

Sur le terrain, la situation est chaque heure plus désespérée, et la loi martiale imposée mardi n'a rien changé, selon plusieurs témoignages.

« Nous allons tous mourir », a déclaré hier M<sup>r</sup> Basilio Nascimento, évêque de Baucau, la seconde localité dans l'est du territoire, qui s'est réfugié dans la montagne après avoir été blessé lors de l'attaque de sa résidence.

À Darwin, dans le nord de l'Australie où se regroupent peu à peu réfugiés timorais, journalistes étrangers et organisations d'aide humanitaire, la Croix-Rouge internationale a indiqué qu'une de ses équipes travaillant à Atambua sur la frontière entre les deux Timors, a estimé à

quelque 40 000 le nombre de réfugiés est-timorais arrivés à l'ouest ces deux derniers jours.

Un navire de guerre indonésien avec à son bord quelque 2000 réfugiés en provenance du Timor oriental, dont certains ont affirmé avoir été expulsés, est arrivé hier dans le port de Kupang, dans la province indonésienne de Timor-ouest.

Le chef de la mission des Nations Unies au Timor oriental (UNAMET) Ian Martin, interrogé au téléphone par l'AFP, a déclaré que la violence à Dili était « clairement délibérée » pour imposer « un déplacement de population à grande échelle ».

Les milices pro-indonésiennes se déchainent depuis l'annonce du résultat du scrutin d'autodétermination du 30 août qui a montré un sou-

tien massif du Timor oriental, ex-colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976, en faveur de son indépendance.

Les Nations unies estiment à 200 000 le nombre de personnes ayant quitté le Timor oriental par la route, la mer ou les airs, soit le quart de la population de cette moitié d'île annexée en 1975 par Djakarta.

« Ils sont en train de nettoyer Dili et de la détruire », a déclaré, sous couvert de l'anonymat, un militant indépendantiste arrivé hier au quartier général de l'ONU. « Ils essaient de tuer toutes les personnes instruites pour que nous ne puissions plus développer notre pays », a-t-il ajouté. Selon lui, miliciens anti-indépendantistes et soldats tirent sur tous ceux qui tentent de se cacher dans la ville déserte.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est néanmoins réuni d'urgence hier pour mettre en garde Djakarta contre la poursuite des violences.

Le Conseil va « envisager de nouvelles actions » si l'Indonésie n'améliore pas « très rapidement » la sécurité dans l'ex-colonie portu-

gaise, a déclaré le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur des Pays-Bas Peter van Walsum.

Mais alors que les appels se sont multipliés en faveur d'une intervention internationale, le président du Conseil a une nouvelle fois insisté sur le nécessaire accord de l'Indonésie.

Le déploiement d'une force multinationale sans le consentement du gouvernement indonésien n'est « pas à l'ordre du jour du Conseil de sécurité », a-t-il souligné.

Le ministre indonésien des Affaires étrangères, Ali Alatas, a de toute façon exclu toute intervention étrangère au Timor oriental, à l'issue d'une rencontre de deux heures à Djakarta avec la délégation du Conseil de sécurité, laquelle devait être reçue aujourd'hui par le président B.J. Habibie et le chef de l'armée, le général Wiranto.

Ce dernier a démenti les rumeurs de coup d'État en préparation contre le président Habibie, très critiqué pour sa façon de gérer la crise. « Il n'existe aucun plan de cette sorte », a assuré le chef de l'armée, qui est aussi ministre de la Défense, à l'issue d'un entretien de plus de trois heures avec le président indonésien.

Rumeurs de coup d'État militaire à Jakarta

EN BREF

ÉTATS-UNIS

## Bill Bradley dans la mêlée

L'ex-sénateur Bill Bradley a annoncé hier sa candidature officielle à l'investiture démocrate pour la présidentielle de l'automne 2000, au moment où les chances du vice-président Al Gore de succéder à Bill Clinton semblent s'amenuiser. L'ex-star de basket-ball qui a annoncé sa candidature depuis sa petite ville natale de Crystal City, dans le Missouri, était encore considéré il y a peu comme n'ayant aucune chance de l'emporter au sein du parti démocrate face à Al Gore. « L'opinion publique, lasse de Clinton, doute de Gore », titrait hier le *Washington Post* en publiant un sondage qui ne donne que 37% d'intentions de vote en faveur du vice-président contre 56% à son probable rival républicain George W. Bush. Ancienne star de basket-ball médaillé d'or en tant que capitaine de l'équipe des États-Unis aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, Bill Bradley a joué de 1967 à 1977 comme professionnel pour les Knicks de New York. Sénateur du New Jersey de 1978 à 1997, il est le seul adversaire en lice chez les démocrates face à Al Gore. (AFP)

## Bill Clinton encore une fois interrogé

Le président Bill Clinton a été interrogé sous serment durant une heure hier à la Maison-Blanche par le procureur indépendant Ralph Lancaster qui mène depuis 1998 une enquête sur un membre du gouvernement américain, le secrétaire au Travail, M<sup>me</sup> Alexis Herman. La Maison-Blanche a annoncé elle-même cette déposition présidentielle dans un communiqué très laconique. Elle indique que M. Clinton a été interrogé durant une heure sous serment. M. Lancaster avait été nommé en mai 1998 pour enquêter sur des accusations d'intérêts illégaux dans une société et de demandes illégales de contributions financières pesant sur M<sup>me</sup> Herman. (AFP)

## Fillette enchaînée depuis cinq ans

Une petite fille de six ans a été retrouvée par la police enchaînée à un lit dans une maison de Norco, en Californie. Selon sa mère, arrêtée avec le grand-père de l'enfant, elle était enchaînée jour et nuit depuis cinq ans. Alertés par un appel anonyme, les policiers ont trouvé mardi la petite fille dans une maison envahie de la cave au grenier par les ordures et les excréments. La petite fille, très amaigrie, était dans une chambre aussi crasseuse que le reste de la maison. Portant une couche pour tout vêtement, elle était attachée au lit par une chaîne reliée à un harnais placé autour de sa taille. L'enfant est allée se réfugier dans un coin de la chambre quand les officiers sont entrés dans la pièce. Elle était incapable de parler. Elle pouvait juste gémir et émettre des petits sons. (AP)

## Survivants recherchés



Les secouristes grecs s'affairent à localiser les victimes du séisme de mardi à Athènes. Soixante-cinq personnes ont péri selon un dernier bilan. La plupart des morts sont des personnes ensevelies sous les débris de bâtiments écroulés dans le nord d'Athènes, la région la plus touchée par le tremblement de terre. Beaucoup d'entre eux sont des enfants en bas âge. Selon le service des sapeurs pompiers, 81 personnes ont été dégagées vivantes des débris depuis mardi.

## 150 personnes ensevelies sous un immeuble soufflé par une explosion à Moscou

MOSCOU (AFP) — Environ 150 personnes ont été ensevelies sous les débris d'un immeuble détruit cette nuit par une explosion, à Moscou, a rapporté Interfax citant le ministère russe des Situations d'urgence. Un bilan provisoire fait état de 14 morts et 37 blessés.

L'explosion, survenue à 0h15 locale, a détruit quatre étages d'un immeuble en comptant 18, au numéro 17/19 rue Gourianova dans le quartier Petchatniki au sud-est de la capitale russe. 108 appartements ont été détruits, selon Itar-Tass, 72 selon Interfax, les deux agences citant chacune des sources au ministère des Situations d'urgence.

Le registrement obligatoire en Russie auprès des services de police

du lieu de résidence, avec le numéro de l'appartement, a permis d'établir que 202 personnes habitaient officiellement les appartements détruits, a rapporté Interfax.

Soixante ambulances et équipes médicales, 40 équipes de pompiers, et des sauveteurs ont été dépêchés sur place, selon Itar-Tass.

Le ministre de l'Intérieur Vladimir Rouchaïlo, ainsi que le maire de Moscou Iouri Loujkov, se sont rendus sur les lieux de la catastrophe.

Les habitants du reste de l'immeuble ont tous été évacués vers des hôtels et foyers de la ville.

Un journaliste de la radio *Écho de Moscou*, qui s'est rendu sur place, a évoqué l'hypothèse de l'explosion de gaz. Lors de son arrivée sur les lieux

## Barak veut mettre fin au « règne » d'Israël sur les Palestiniens

JÉRUSALEM (AP et AFP) — Le gouvernement et le Parlement de l'État hébreu ont largement approuvé hier le plan de retrait de 7% de la Cisjordanie, première étape de l'accord conclu entre Israéliens et Palestiniens.

Lors de son intervention devant les députés à la Knesset, le premier ministre Ehoud Barak avait appelé ses concitoyens à « donner une chance à la paix ».

Les ministres israéliens ont approuvé les plans de retrait de Cisjordanie de 17 voix contre une, avec une abstention. Quatre ministres du parti religieux Shas ne participaient pas à la réunion. Dans la soirée, le Parlement a adopté ce texte par 54 voix contre 23 et deux abstentions.

M. Barak avait souligné que la décision d'abandonner ces territoires n'avait pas été facile, mais qu'il était de l'intérêt d'Israël d'améliorer ses relations avec ses voisins arabes.

« Pour l'avenir et la sécurité d'Israël, il va falloir se séparer des Palestiniens et ne plus régner sur eux », a lancé le premier ministre Ehoud Barak à la tribune de la Knesset lors du débat.

Dépassant le cadre de l'accord de Charm el-Cheikh, le dirigeant travailliste a appelé Israël à « ne plus régner » sur les Palestiniens et, pour cela, à parvenir à un règlement de paix.

Il a évoqué dans ce contexte la nécessité pour Israël d'opérer des retraits territoriaux « douloureux » en renonçant à une partie d'« Eretz Israël », le concept de « Grand Israël » dont les frontières bibliques vont de la Méditerranée au Jourdain et englobent la Cisjordanie. Deux autres retraits suivront, le 15 novembre et le 20 janvier 2000.

En présentant le plan devant la Knesset, Ehoud Barak avait qualifié l'accord avec les Palestiniens de réalisation majeure de son jeune gouvernement, avant de conclure son intervention en rendant hommage à Yitzhak Rabin, assassiné en 1995 par un ultranationaliste juif.

M. Barak a averti qu'il ne tolérerait

pas de violentes manifestations du type de celles qui avaient précédé la mort de M. Rabin.

« C'est une ouverture pour un bain de sang sans fin », a affirmé de son côté le leader de l'opposition israélienne Ariel Sharon, qui redoute que le retrait d'une partie de la Cisjordanie ne menace la sécurité d'Israël.

Parallèlement, une commission interministérielle a approuvé dans la journée la libération dès aujourd'hui d'un premier contingent de 200 prisonniers palestiniens, en application de ces accords. Ces derniers prévoient la libération de 150 autres détenus le 8 octobre.

Les chefs des colons juifs ont annoncé hier leur intention de préparer des manifestations contre ce retrait. Colons mécontents

Au terme d'une réunion à Jérusalem, les principaux chefs colons ont décidé de relancer l'activité « d'un comité d'action » qui avait organisé des manifestations contre les accords d'autonomie palestinienne sous le gouvernement Rabin entre 1993 et 1995.

« Nous avons décidé de relancer ce comité pour tenter de freiner le retrait en Judée-Samarie (Cisjordanie) », souligne le Conseil des implantations, la plus grande organisation de colons, dans un communiqué.

Les colons y dénoncent surtout le fait que plusieurs implantations seront « encerclées » à l'issue du prochain retrait ce qui « laisse présager leur futur démantèlement ».

Le Conseil des implantations avait fait descendre des milliers d'activistes dans les rues à l'époque de Yitzhak Rabin avant son assassinat en novembre 1995 par un extrémiste religieux de droite.

Selon la télévision, les chefs colons sont toutefois sceptiques sur leur capacité à parvenir à une nouvelle fois à une telle mobilisation en raison du « soutien massif » de la population à la relance du processus de paix par le premier ministre Barak.

La Knesset endosse le plan de retrait de Cisjordanie.

La police recherche un véhicule suspect

La police recherche une voiture qui aurait été aperçue peu avant l'explosion, selon la radio *Écho Moscou*. Les raisons de cette recherche n'ont pas été précisées.

Une explosion a détruit samedi un immeuble d'appartements de cinq étages abritant des officiers russes au sud du pays faisant au moins six morts, des dizaines de blessés et 80 disparus dans les débris.

Aucun commentaire n'a été fait sur l'origine de l'explosion qui a eu lieu dans la ville de Buinaks, au Daghestan. Mais les soupçons se sont tout de suite portés sur les rebelles islamiques. Un groupe de rebelles a combattu l'armée russe durant plusieurs semaines le mois dernier près de la frontière avec la Tchétchénie.

TRACES D'EXPLOSIFS

Le gaz a été invoqué dans un premier temps comme cause de l'explosion, mais des responsables de la sécurité présents sur les lieux cherchaient à détecter toute trace d'explosifs.

COMMENCEZ À PAYER EN MARS 2000\*

# Respirez l'automne Tanguay



1799<sup>99</sup>

qualité  
**ideal**  
Mobilier de chambre  
6 morceaux

Chêne  
massif



**SOMMEX**

512 ressorts • Garantie 10 ans

39 po                      60 po                      78 po

269<sup>99</sup>\$    399<sup>99</sup>\$    699<sup>99</sup>\$

299<sup>99</sup>  
Matelas Le Castel  
54 po

LE CASTEL

1499<sup>99</sup>  
5 mcx



Buffet  
1099<sup>99</sup>\$

A M E U B L E M E N T S  
**TANGUAY**

**OUVERT  
LE DIMANCHE**

www.tanguay.qc.ca

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE

**LÉVIS**  
5720, boul. Étienne-Dallaire  
(angle Kennedy)  
1 800 563-4511 (418) 833-4511

**BEAUPORT**  
535, boul. Sainte-Anne  
1 800 563-6282 (418) 667-6282

**LES SAULES**  
4875, boul. l'Ornière  
1 800 563-4411 (418) 871-4411

**TROIS-RIVIÈRES**  
2200, boul. des Récollets  
1 800 465-2200 (819) 373-1111

**POINTE-AU-PÈRE**  
822, boul. Sainte-Anne  
Route 132, Comté de Rimouski  
1 800 463-4411 (418) 725-4411

**CHICOUTIMI**  
1990, boul. Talbot  
1 800 363-4711 (418) 698-4411

**RIVIÈRE-DU-LOUP**  
245, Hôtel-de-Ville  
1 800 510-4711 (418) 867-4711

**SAINT-GEORGES DE BEAUCÉ**  
8955, boul. Lacroix  
1 877 295-4411 (418) 226-4411

\* Sous réserve de l'approbation du service du crédit. Ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.